

77^e séance

Mercredi 1er juillet 1992

Présidence

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Présidente
M. René Kollwelter, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communication - 2. Projet de loi 3601 portant approbation du Traité sur l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Maastricht, le 7 février 1992 (*Discussion générale*).

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jacques Santer, Premier Ministre; M. Jacques F. Poos, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Spautz, Jean-Claude Juncker, Johny Lahure et René Steichen, Ministres; M. Georges Wohrlart, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 8.32 heures)

Mme la Présidente.- La séance publique est ouverte.

Le Gouvernement a-t-il des communications à faire?

(Négation)

1. Communication

Chers collègues. J'ai consulté la Commission de Travail au sujet de la proposition qui a été faite hier par l'honorable M. Mehlen de transformer le débat au sujet du projet de loi 3601 en un débat d'orientation.

La Commission de Travail constate que les conditions préalables à un débat d'orientation conformément à l'article 85 ne sont pas données et que, par conséquent, la demande n'est pas recevable.

Nous continuerons donc avec le débat sur le projet de loi 3601.

La parole est maintenant à M. le Premier Ministre, Ministre d'Etat.

2. Projet de loi 3601 portant approbation du Traité sur l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Maastricht, le 7 février 1992

Discussion générale

M. Jacques Santer, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Madame le Président, Mesdames, Messieurs les Députés.

Introduction

Rarement un acte législatif comme celui que la Chambre se propose d'adopter a déclenché tant de passions, on ne dirait pas être ici à la Chambre des Députés, j'en vois seulement une dizaine de députés ici présents - donné lieu à tant de débats et parfois à des procès d'intention alimentés à partir de querelles partisans.

Faut-il s'en émouvoir ou le regretter? Je ne le pense pas. S'agissant de l'Europe et de l'avenir de notre pays dans cette Europe, il était impératif que nos opinions publiques et à travers elles ses représentants se manifestent et s'expriment.

Le Traité sur l'Union européenne - c'est de lui qu'il s'agit et de lui seul - est sans nul doute un des actes législatifs les plus importants

- sinon le plus important - dont j'avais le privilège de saisir, au nom du Gouvernement, notre représentation nationale.

L'ampleur des travaux proposés, le volumineux rapport que la Commission spéciale de votre Chambre vient d'établir à l'issue de ces travaux, en sont la traduction. Je voudrais féliciter les honorables rapporteurs Mme Lydie Err, MM. Goerens et Rau de l'excellente qualité des rapports exposés à cette tribune et je voudrais les remercier de leur contribution au débat essentiel qui vient de débiter sur l'avenir politique de notre nation.

Il vous appartient à présent d'approuver ou de rejeter le Traité de Maastricht. Me faut-il préciser que le vote d'un chacun d'entre vous engage l'avenir de la nation! Comme le montre à chacune de ses grandes étapes l'histoire de ces quarante dernières années d'existence des Communautés, l'attitude adoptée lors du vote par l'élu demeure comme une marque indélébile. Les noms de ceux qui ont refusé, à l'époque, la CECA, le Marché commun, voire l'Acte unique, et qui ont en réalité refusé de donner vie à cette extraordinaire entreprise que représente pour notre génération le processus d'intégration européenne, ces noms-là demeurent.

Au regard des enjeux pour l'avenir du pays, il importe qu'un chacun d'entre vous mesure l'impact de l'issue du débat que nous entamons. Au-delà des clivages politiques traditionnels, j'ose espérer qu'autant par élan que par conviction, le Traité de Maastricht puisse être ratifié par le plus grand nombre. Il se situe dans le droit fil des politiques étrangères entreprises par tous les Gouvernements depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale quelle que fût leur composition politique.

Madame le Président, Mesdames, Messieurs les Députés. Après quarante années d'efforts, la promesse d'une totale liberté de mouvement pour les hommes, les marchandises, les capitaux et les services deviendra bientôt, grâce à l'achèvement du Marché intérieur, une réalité concrète. Prolongeant ce mouvement en créant une monnaie unique, le Traité sur l'Union européenne en constitue en quelque sorte le couronnement.

Pays modeste à l'économie ouverte, le Luxembourg tire profit de son statut de membre de la Communauté. L'achèvement du Marché intérieur et la création d'une Union économique et monétaire renforceront encore ces avantages.

Il s'agit là de faits palpables, dont chacun d'entre nous, quotidiennement, constate la réalité.

L'UEM procurera même un avantage d'un genre nouveau au pays: sa pleine participation au système de régulation monétaire en effet lui accordera une part de souveraineté monétaire inconnue depuis 1921.

L'évidence est telle que j'ai préféré axer mon intervention d'aujourd'hui sur le thème moins souvent commenté de l'Union politique de l'Europe.

Je me propose d'exposer pourquoi nous avons besoin d'une Europe politiquement forte, unie, active à l'étranger et en quoi l'application du traité signé à Maastricht y contribuera.

Car les enjeux à long terme auxquels répond le traité soumis à votre approbation dépassent l'horizon du bien-être matériel immédiat du Luxembourg ou de ses partenaires: ils engagent l'avenir politique du continent européen et se situent dans le contexte d'un monde marqué par l'accélération de l'histoire.

Cette description des nécessités politiques et de la réponse conçue par les négociateurs du traité signé le 7 février dernier fera mieux ressortir les vrais enjeux de Maastricht. Elle relativisera les quelques aspects du traité qui nous arrangent moins.

*

Deux objectifs ont inspiré les fondateurs de l'Europe communautaire dans les années '50: permettre le plein retour de l'Allemagne dans le concert des nations européennes et créer une Europe prospère et forte, capable de résister à la menace soviétique.

Deux défis auxquels la construction européenne a donné une réponse adéquate. Le succès a été, on peut le dire maintenant, total.

Pourtant nous nous retrouvons actuellement ramenés à une situation qui par certains côtés rappelle celle de l'immédiat après-guerre.

Nous avons assisté ces trois dernières années à la chute d'un Empire qui séparait d'un mur les deux moitiés de l'Europe. Cette déchéance a libéré de multiples forces, dynamiques pour la plupart, néfastes pour d'autres: l'interaction de ces forces, la montée des périls exigent de l'Europe qu'elle recherche des solutions qui assurent sa sécurité et sa prospérité.

Comme le firent en 1950 les vainqueurs et vaincus de la Seconde Guerre Mondiale, la fin de la guerre froide contraint ses anciens protagonistes à la mise en place d'un nouvel équilibre européen.

Nous traversons donc en ce moment une phase d'incertitude plutôt que de certitude:

1. Proche de nous, l'ancrage de l'Allemagne au sein d'une Union d'Etats égaux en droits et en devoirs doit être assuré.

La chute du mur de Berlin, la réunification, la montée en puissance de notre voisin ont soulevé de nombreuses questions.

En développant l'intégration politique de nos pays, sur la base de l'égalité de tous, nous apportons une réponse à ces questions. Nous prévenons le réveil des égoïsmes et des nationalismes au sein des pays de l'Union européenne, nationalismes au caractère réducteur et aux effets parfois destructeurs.

D'autre part, sans l'Union politique de nos pays, l'Union économique et monétaire ne serait pas durable non plus. A la première vraie crise, bourrasque économique, les liens si patiemment tissés pourraient se défaire dans un tourbillon de nationalismes économiques.

2. Hors de l'Europe communautaire cette fois, notre attention se tourne d'abord vers la partie centrale et orientale du continent.

Le devenir de l'Est européen fait l'objet de toutes les conjectures: après un demi-siècle de communisme, tout y est à refaire.

Les nécessaires bouleversements économiques sont en cours: des mouvements sociaux risquent de les accompagner. Les déchirements que connaît la Yougoslavie, le divorce entre les Tchèques et les Slovaques n'augurent pas favorablement de la suite des événements.

D'ores et déjà la Communauté fournit 75% de l'aide occidentale versée aux pays concernés.

Mais l'aide à elle seule ne suffit pas: il faut que l'Europe communautaire donne l'exemple de l'union.

L'enthousiasme des nouvelles démocraties d'Europe centrale pour la construction européenne et le besoin évident d'un effort collectif d'ouverture et de générosité vis-à-vis de tous ces pays en transition rendent l'Union signée à Maastricht indispensable.

Face aux immenses besoins des pays d'Europe centrale et orientale, le plus grand service à leur rendre, c'est de réussir Maastricht.

Il n'existe plus à l'Est, à l'heure actuelle, aucune structure de sécurité collective ou d'organisation travaillant à l'intégration économique de ces pays.

Nous devons donc travailler à étendre à l'ensemble du continent européen ce pôle de stabilité, cette zone de paix que nous connaissons depuis maintenant quarante-cinq années en Europe de l'Ouest.

En démontrant, par l'exemple, la relativité des frontières politiques, l'Europe des Douze incitera les nations nouvellement démocratiques à ne pas les remettre en cause par la force.

3. Les nationalismes qui se manifestent dans les anciennes Républiques de l'ex-empire soviétique montrent combien il peut en coûter de remettre en cause les frontières existantes. La tragédie du Haut-Karabakh, les tensions dans le Caucase, la question moldave symbolisent une évolution qui est lourde de menaces et même de guerres.

La Russie elle-même suit un cours difficile.

La redéfinition de la politique étrangère des Douze, en vue de la rendre plus efficace, de permettre des actions communes, et la réflexion déjà bien engagée sur les rôles respectifs et l'articulation entre CSCE d'un côté, OTAN et UEO de l'autre, et sur notre identité de défense au sein d'une OTAN rénovée sont un début de réponse à ces défis.

L'impérieuse nécessité d'avoir une Europe de l'Ouest forte, profondément unifiée, dans une véritable communauté intégrée disposant, à terme, d'une politique de défense commune, est évidente.

L'accord réalisé à Maastricht ouvre de remarquables perspectives, comme le montrent les décisions qui viennent d'être prises le 19 juin dernier dans le cadre de l'UEO et la création d'un corps d'armée franco-allemand, premières initiatives européennes d'envergure en matière de défense depuis l'échec de la CED en 1954.

Si l'Europe des Douze veut, sur ce continent troublé, défendre ses valeurs, son humanisme, son niveau de vie, il lui faut donner l'exemple de l'union.

Celle-ci constituera un partenaire recherché en même temps qu'un modèle envié, alliant la démocratie interne à l'efficacité de son action.

4. Un peu plus loin, sur les rives de la Méditerranée, nous constatons que la paix au Moyen-Orient se négocie difficilement, alors que la dissémination des armements, la stagnation économique et l'explosion démographique créent une situation chargée de potentialités négatives.

Plus loin encore, nous voyons que le Japon accumule les soldes commerciaux positifs alors que les Etats-Unis se posent la question de l'adéquation de leurs propres moyens - qui vont en diminuant - à leurs ambitions.

Plusieurs questions se posent donc aux Européens:

Ce déséquilibre entre les moyens financiers des deux premières puissances économiques demeurera-t-il sans impact sur un nouvel ordre mondial qu'on disait devoir être défini dans le cadre du triangle Japon-Etats-Unis-Communauté européenne?

Les Etats-Unis maintiendront-ils leur engagement global?

Dans un monde qui est en train de désarmer, et où l'importance des Etats se mesurera d'abord à l'aune de leur vitalité économique, l'Union européenne saura-t-elle traduire sa puissance commerciale en des termes politiques?

L'Union politique de l'Europe constituera un pilier de démocraties et d'économies stables et prospères, capable de résister aux tempêtes politiques et économiques et, le cas échéant, de se protéger. Elle devra aider efficacement nos voisins européens, ceux autour de la Méditerranée et le plus possible d'Etats du Tiers-Monde.

L'Union signifie donc notre volonté de participer à la résolution de crises qui affecteraient, sur notre continent ou ailleurs, nos intérêts. Il n'est ni sain pour l'équilibre mondial ni praticable en termes économiques et logistiques d'avoir un seul pôle de stabilité mondial.

Il ne suffit plus pour nous d'être simplement le premier espace commercial du monde: il convient d'être une puissance économique dotée de la personnalité politique et qui soit dès lors en mesure de mobiliser ses ressources et de défendre ses intérêts, exactement comme le font les Etats-Unis ou le Japon et de concert avec eux.

L'Europe devra accepter de jouer ce rôle à la mesure de ses intérêts. Il n'est pas besoin d'un plan détaillé énumérant, d'ores et déjà, nos options diplomatiques; ce qu'il nous faut, ce sont des priorités, des objectifs et une capacité d'action pour les atteindre.

*

Le Traité sur l'Union fournit ces moyens d'action. Pour la première fois les Etats membres ont décidé qu'il y aurait une „politique étrangère et de sécurité commune”, étape décisive sur la voie d'une politique étrangère et de sécurité unique.

Cette diplomatie commune renforce l'engagement de se concerter et de coordonner les politiques nationales contenu dans l'article 30 de l'Acte unique européen, traité qui avait codifié la „coopération politique européenne”.

Désormais cette coopération sera systématique. Elle visera à anticiper les évolutions. Elle se proposera d'agir sur les événements. En disposant d'un secrétariat permanent intégré au sein du Secrétariat général du Conseil, elle sera aussi renforcée en moyens humains.

Pour la première fois une place est prévue pour les décisions prises à la majorité en vue de la réalisation d'„actions communes”, qui seront décidées dans les domaines où les Etats membres ont des intérêts importants en commun. Il s'agit d'un progrès encore modeste mais bien réel en direction d'une politique étrangère unique.

Des actions communes pourront être mises en oeuvre dès l'entrée en vigueur du traité dans les domaines du processus de la CSCE, de la politique du désarmement et de la non-prolifération nucléaire ainsi que des aspects économiques de la sécurité. D'autres viendront les compléter.

C'est autour de l'UEO, qui devient partie intégrante de l'Union, que se développera une politique commune de défense.

La politique étrangère et de sécurité commune fera de l'Europe communautaire un acteur plus influent et plus efficace en cette période mouvementée. Une véritable identité politique de l'Europe se cristallisera.

Que serions-nous, pays d'Europe, placés seuls face à nos problèmes, privés de l'élan communautaire? Dans une période où la mondialisation change l'échelle des problèmes, les nations européennes sont devenues trop petites pour assurer leur prospérité et faire face aux défis futurs.

Ainsi que je le disais devant vous le 29 avril, lors de ma Déclaration de politique générale sur l'état de la nation, notre pays se doit de contribuer activement à l'élaboration rapide de cette politique étrangère et de sécurité commune.

La sécurité de notre pays ne peut être assurée qu'au sein d'un ensemble plus vaste. L'histoire nous a enseigné qu'à essayer de jouer la carte nationale ou celle de la neutralité notre pays perdait sur tous les plans.

Participant à une Union politique qui fonctionnera sur la base d'une égalité en droits et devoirs pour tous, notre pays gagnera à la fois en sécurité et en profil diplomatique.

Pour conclure sur ce chapitre, je dirais que le traité signé à Maastricht est à la fois la juste réponse à un défi et une chance qui a été saisie au bon moment:

- réponse à un défi car la situation née de la chute du mur de Berlin en 1989 et de la modification des équilibres en Europe devait recevoir une prompt réponse;

- chance parce que cette réponse peut renforcer la Communauté et vraiment lancer l'Union politique de l'Europe.

Grâce à Maastricht, l'Europe n'a pas manqué son rendez-vous avec l'histoire.

1. Des avantages découlant du Traité sur l'Union européenne pour notre pays.

Je ne reviens pas sur la nécessité de la présence d'un pays de taille modeste comme le nôtre au sein de la future Union. D'aucuns, ces temps derniers, ont jugé utile de faire des calculs sur le coût de la Non-Europe pour le Luxembourg. Je note avec une évidente satisfaction que ceux-là mêmes qui se sont lancés dans cette entreprise que je qualifierais de téméraire, ont eu à produire la copie de leurs réflexions et calculs. Ne nous leurrons pas. Nos partenaires savent mieux que quiconque le prix pour un petit pays comme le nôtre d'être un membre fondateur de l'entreprise communautaire. Il n'y a qu'à voir en ce moment l'accueil réservé à des candidatures à l'adhésion de pays de taille semblable à la nôtre pour mesurer ce que je viens de dire. Participer à part entière à une Union économique et monétaire, garante de nos échanges, être associé à l'élaboration puis à la mise en oeuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune dans le respect de nos alliances, assurer la protection efficace de nos citoyens à l'étranger au moment où la mobilité des générations futures n'est plus à démontrer, voilà quelques exemples qui se suffisent à eux-mêmes pour emporter la conviction de ceux qui éprouvent encore aujourd'hui des doutes.

On entend souvent dire que le prix de cette Europe est fort élevé, peut-être trop élevé pour un pays comme le nôtre.

Sait-on que par tête d'habitant le coût actuel pour chacun de nos citoyens est de 8.000 francs par an? Comme précédemment, je laisse à chacun le soin de se définir par rapport à ce chiffre qu'il y a lieu d'opposer aux gains considérables dérivant de notre

appartenance à la Communauté. Je rassure par ailleurs ceux qui, ces jours derniers, face aux propositions de la Commission relatives aux perspectives financières des cinq voire des sept prochaines années, que les „débordements”, dont la presse s'est fait l'écho, n'auront pas lieu. Nous ne sommes pas seuls à affirmer que la nécessaire solidarité entre tous ne saurait être assimilée à quelques formes de gabegies. Dans les années qui vont venir, le denier communautaire sera dépensé avec la même parcimonie que le denier public national.

2. De la citoyenneté européenne.

Un des sujets les plus controversés dans notre pays - comme dans d'autres - demeure l'inscription dans les textes du nouveau traité du principe de la citoyenneté européenne. Je saisis cette occasion pour souligner, si besoin est, que le Gouvernement n'est nullement insensible aux inquiétudes, voire à l'émotion qu'a suscitées ce passage du Traité de Maastricht.

Devinant par avance que cette question était de nature à déboucher sur des bouleversements dans l'ordre social que nous connaissons chez nous au regard du nombre exceptionnellement élevé de citoyens étrangers ressortissants d'autres Etats membres, le Gouvernement a d'emblée adopté une attitude très prudente, voire restrictive, dans les discussions relatives à ce sujet. D'un autre côté, compte tenu de l'orientation donnée à ces discussions lors des négociations et vu la demande insistante de la part de nos 11 partenaires, le Gouvernement n'a pas jugé politiquement opportun d'exclure les ressortissants luxembourgeois de cette citoyenneté européenne. Comme précédemment, essayons de cerner l'état de cette question:

- la citoyenneté européenne est additionnelle à la citoyenneté nationale, dont l'intégralité sous tous ses aspects est respectée. Il ne s'agira pas d'une citoyenneté excluant celle, incontournable, de la nation à laquelle appartient tout citoyen: mais ce sera la marque d'une double appartenance, européenne et nationale ou si l'on préfère, nationale et européenne. Libre à chacun de choisir son ordre de préférence.

- Compte tenu de notre situation spécifique, le Luxembourg s'est formellement vu reconnaître un régime dérogatoire pour ce qui est du droit de vote et d'éligibilité tant aux élections européennes que communales.

- Le traité à peine signé, le Gouvernement a engagé, sur base d'un travail préparatoire, un dialogue avec l'ensemble des forces politiques pour convenir avec elles des modalités de mise en oeuvre de ces dispositions du traité dans le cadre d'une directive que le Conseil des Ministres seul doit adopter à l'unanimité d'ici le 31 décembre 1994.

Je ne reviens pas en détail sur l'ébauche qui a résulté de ces discussions et dont la trame constituera assurément la base des instructions que nous donnerons à nos représentants appelés à négocier le texte de ladite directive. Je me félicite d'ailleurs du large consensus qui s'est manifesté auprès des représentants de tous les partis politiques représentés dans cette Chambre en faveur de l'acceptation, soumise à certaines conditions d'application restrictives du principe de la citoyenneté européenne.

Je donne aujourd'hui à la Chambre une assurance additionnelle au regard des controverses d'ordre constitutionnel suscitées par la ratification du Traité de Maastricht. Le Gouvernement prend l'engagement de s'assurer dans le texte de la directive que je viens de mentionner que cette transposition en droit national ne saurait intervenir avant la modification de notre Constitution, tout en respectant le délai imparti par le traité qui, je le rappelle, est fixé au 31 décembre 1994. Il résulte de ce qui précède qu'il appartient à la future Chambre déclarée constituante, issue des prochaines élections générales, de modifier non seulement la Constitution, là où cela s'impose, mais d'assurer dans la foulée la transposition en droit national des modalités de mise en oeuvre du droit de vote

et d'éligibilité reconnu aux ressortissants communautaires étrangers résidant sur notre territoire et ayant opté d'exercer leur droit de vote chez nous.

Les avantages, politiques et diplomatiques, que je viens d'esquisser précédemment, l'emportent très nettement sur les possibles désagréments et, surtout, sur l'impact réel, et probablement mineur, de cette innovation.

Vis-à-vis de Maastricht, il faut se déterminer globalement.

Mais le traité sur l'Union instaure non seulement des droits pour les citoyens; il prévoit aussi des politiques plus proches d'eux:

En lançant des initiatives en matière de protection de l'environnement, de lutte contre les grands fléaux que sont la drogue, le sida, le cancer, en veillant à protéger les consommateurs et en réfléchissant à une meilleure formation de nos jeunes, l'Europe sera moins abstraite.

Le principe de subsidiarité fera que les nouvelles actions de l'Union ne seront entreprises que dans l'hypothèse où les Etats membres se seront mis d'accord au préalable que telle ou telle action, au niveau envisagé, est bien appropriée.

Les politiques qui se conçoivent ou s'appliquent mieux au niveau de la commune, de la région ou de l'Etat membre continueront donc à se décider à ce niveau, plus proche du citoyen.

Figurant au préambule, dans les premiers articles du traité, mais sous-jacent aussi dans chaque article étendant les compétences de l'Union, le principe de subsidiarité est le principe directeur fondamental qui devra désormais guider les institutions et les gouvernements de l'Union.

Pour le Gouvernement luxembourgeois, la subsidiarité constitue le meilleur rempart possible contre le centralisme et la bureaucratisation.

A l'instar de la plupart de mes collègues, je me suis exprimé positivement au Conseil européen de Lisbonne face à la suggestion de mettre à profit le deuxième semestre de l'année pour préciser le principe de subsidiarité, énoncé pour la première fois dans un texte communautaire. Le message que nos opinions publiques nous ont adressé pour ce qui est de leurs craintes de voir l'Europe de demain être accaparée par une bureaucratie omniprésente et partant peu respectueuse des traditions nationales, ce message a été perçu cinq sur cinq.

En ce qui me concerne, je n'ai pas à faire ici la démonstration de mon attachement à ce principe. Profitant de la visite, voici cinq ans, du Premier Ministre du Royaume-Uni, Madame Margaret Thatcher, à Luxembourg, j'avais mis en garde mon auditoire devant les dangers de débordements éventuels de l'appareil communautaire. J'avais dit à l'époque: „Harmoniser n'est pas synonyme d'uniformiser.” Je maintiens naturellement cette conviction. C'est à partir de cette dernière que notre Ministre des Affaires étrangères, ensemble avec ses collègues de la Communauté, est appelé à proposer les voies et moyens permettant le respect de ce principe.

3. De l'élargissement et des adaptations institutionnelles.

Même si le Traité de Maastricht reste silencieux sur la dimension optimale de la future Union, il me paraît naturel que je m'explique, fût-ce très brièvement, sur la question de l'élargissement et de l'adaptation institutionnelle qui en découle.

Au lendemain de notre réunion de Lisbonne, nous avons obtenu les clarifications et assurances demandées conjointement avec nos deux partenaires du Benelux. L'élargissement se limitera pour le moment aux seuls pays de l'AELE. L'arrivée de ces quatre, éventuellement cinq nouveaux Etats membres n'entraînera aucun

chamboulement institutionnel. Seul des adaptations „mécaniques” en matière de droit de vote au Conseil, du nombre des députés européens, des commissaires et des magistrats sont envisagées.

Il s'ensuit que ceux-là mêmes qui avaient imaginé que l'élargissement pouvait constituer une occasion rêvée pour „asséner” un coup aux petits Etats membres, sont rentrés bredouilles. Qu'il soit clair : nous refusons a priori toute diminution du rôle des Etats membres de taille modeste par le bricolage institutionnel. Il a été reconnu par ailleurs implicitement qu'une renationalisation de la Présidence accaparée par une sorte de Directoire n'était dans l'intérêt de personne. Il faut espérer à présent que ce faux débat est désormais clos.

4. De la future politique des sièges.

D'aucuns se sont interrogés également sur le silence du Traité de Maastricht pour ce qui est d'une décision sur les lieux de travail provisoires des institutions communautaires. Me permettez-vous d'indiquer à la Chambre que telle n'a à aucun moment été l'intention des négociateurs. Me faut-il ajouter par ailleurs que, chargés de la présidence des travaux, il eut été déraisonnable, sous peine de saboter les négociations, d'avancer un dossier où nos intérêts sont essentiels. Il en a été de même dans le chef de la Présidence néerlandaise appelée à conclure les négociations sur base des textes de référence luxembourgeois.

Cette précision ayant été fournie, nous restons vigilants quant à l'avancement de ce dossier. A Lisbonne, et je me permets de le dire avec la plus grande fermeté, rien n'a été décidé, et par conséquent, rien n'a été cédé par rapport à notre position de départ - et nous maintenons intégralement la position développée dans le memorandum que nous avons présenté en son temps à la Présidence italienne et néerlandaise ainsi qu'au Président de la Commission. La Présidence portugaise a fait des suggestions qui n'ont pas eu de suite pour le moment. S'agissant du futur siège de l'Institut monétaire européen, qui sera relayé plus tard par la Banque centrale européenne, je m'entretiendrai prochainement avec le Président en exercice du Conseil européen, le Premier Ministre britannique, Monsieur John Major, et avec le Chancelier de la République fédérale allemande, Monsieur Helmut Kohl.

Reste une dernière préoccupation toute aussi légitime, celle concernant le sort du Traité de Maastricht en présence du vote danois, qu'il nous appartient de respecter.

La décision du peuple danois est de nature politique. Il ne nous appartient pas de spéculer à cet endroit sur les véritables motifs - et ils sont nombreux, divers et souvent contradictoires - ayant conduit le peuple danois à s'exprimer de la sorte. L'issue de la situation engendrée par ce refus ne peut également être que de nature politique; les réflexions, et cela nonobstant les questions et interrogations, que les uns et les autres, vous vous posez et que naturellement nous nous posons aussi, sont celles de nature juridique.

Attendons l'issue des procédures de ratification dans les autres Etats membres; c'est à partir de la situation telle qu'elle se présentera à la fin de l'année que nous pourrions envisager telle ou telle solution.

Il demeure que les douze Ministres des Affaires étrangères ont confirmé l'intention des onze Gouvernements engagés dans leur procédure de ratification nationale de poursuivre les travaux entamés. Le Conseil européen de Lisbonne a de son côté confirmé cette ligne de conduite. Vous me permettez néanmoins de croire que le peuple danois, dont la présence au sein de la Communauté est si nécessaire, réfléchira dans les prochains mois sur les effets d'une non-participation à la future Union, alors que simultanément les mandats seront préparés pour ouvrir des négociations d'adhésion à des pays auxquels le Danemark est lié par des liens historiques et affectifs dont il ne convient pas de sous-estimer l'importance.

Madame le Président, Mesdames, Messieurs. L'Union européenne sera ce que nous en ferons. Je me félicite donc de ce que, à l'occasion de la discussion nationale ayant précédé le débat d'aujourd'hui, davantage de Luxembourgeois se soient intéressés à l'Europe communautaire.

Il convient de tirer la leçon de l'indifférence ayant précédemment entouré la construction communautaire mais aussi des craintes qui se sont manifestées à l'occasion du débat sur le Traité de Maastricht.

Le manque d'information explique beaucoup: aux citoyens de s'informer. Mais aux hommes politiques de mieux expliquer l'Europe. Dès lors qu'on explique cette Europe, beaucoup d'inquiétudes tombent.

L'Union européenne est chose complexe certes: elle se compose de trois communautés, d'une part, dont une a reçu un nouveau nom, et de deux politiques, d'autre part, le tout chapeauté par des principes et des institutions communes. Le schéma institutionnel et son fonctionnement, fruit d'une histoire mouvementée, n'est pas toujours transparent. Le langage utilisé est parfois ésotérique.

Tout cela s'explique par le développement de l'intégration européenne: une Europe imposée autoritairement aurait d'emblée disposé d'une architecture logique et d'une Constitution appropriée.

Mais une Europe émergeant démocratiquement, dans le respect des Etats, grands et moins grands, ne peut être qu'une Europe du compromis.

Nous ne réussissons que si nous savons préserver cette démarche originale: bâtir solidement sur un fondement constitué de nations millénaires.

Maastricht n'est pas un aboutissement: au fur et à mesure qu'elle progresse, la construction européenne découvre de nouveaux chantiers. Sans doute l'ouvrage ne sera-t-il jamais vraiment terminé.

Nous ignorons donc la configuration finale exacte de l'Union européenne. Il est bon qu'il en soit ainsi: car l'intégration européenne est avant tout un instrument, permettant aux vieilles nations d'Europe de croître par la mise en commun des compétences qui s'exercent mieux en communauté, avec les nations voisines, qu'individuellement.

Il est de l'intérêt bien compris du Luxembourg de progresser sur cette voie.

Aussi attachés à leurs origines que pragmatiques, les Luxembourgeois savent bien que leurs racines plongent dans le terreau européen.

Mesdames, Messieurs. En guise de conclusion, je pense qu'il suffit de citer une sentence de Jean Monnet qui, me semble-t-il, n'appelle pas de commentaires supplémentaires, et qui dit ceci: „Continuez, continuez - il n'y a pas pour les peuples d'Europe d'autre avenir que dans l'union”.

Je vous remercie.

Mme la Présidente. - Avant de donner la parole au premier orateur inscrit, je donne la parole à l'honorable M. Goerens pour faire le dépôt d'une résolution et d'une motion.

M. Charles Goerens (DP), rapporteur. - Merci, Madame Presidentin. Et war mer gëschter nët méi duergaangen, fir dat ze maachen, dofir wollt ech et haut nohuelen. Ech soen Iech och merci, datt ech d'Wuert kréien.

Et as fir eng Resolutioun mat folgendem Inhalt ze deposéieren:

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- consciente de l'importance du Traité sur l'Union européenne en vue de la construction d'une Europe forte et unie;

- se référant à l'avis du Conseil d'Etat déclarant que l'application dans notre ordre national des modalités énoncées dans l'article 8 B 1. du Traité concernant l'exercice du droit de vote et l'éligibilité des citoyens européens aux élections municipales;

nécessite une adaptation constitutionnelle,

- se prononce en faveur de l'approbation du Traité sur l'Union européenne, sous la condition formelle

que la Constitution, dont les articles impliqués sont à déterminer sur proposition de la commission parlementaire des Institutions et de la Révision constitutionnelle, est à déclarer révisable avant le terme de la présente législature,

- invite par conséquent la prochaine Constituante à procéder rapidement et en tout cas avant le 31 décembre 1994 aux modifications constitutionnelles requises.

(s.) Charles Goerens

Déi Resolutioun war och konsensfäeg an der Kommissioun, si gët vun der Kommissioun gedroen.

Ech wollt och froen, dass iwver déi Resolutioun hei gestëmmt gët, ier mer iwver de Vertrag vu Maastricht ofstëmmen.

Ech wollt desweideren eng Motioun deposéieren. Do géng ech dann de Vote froen, „c'est dans la logique des choses“, no der Adoptioun vum Traité vu Maastricht. Déi Motioun huet folgenden Inhalt:

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la transposition de la directive visant à déterminer les modalités de l'exercice du droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, à arrêter par le Conseil de la Communauté conformément à l'article 8 B alinéa 1. du Traité de l'Union dans le respect de la date qui y est prévue, ne pourra intervenir avant la révision de la Constitution,

invite le Gouvernement

- à s'assurer que la date d'entrée en vigueur de ladite directive soit fixée en conséquence.

(s.) Charles Goerens

Dat as eng Motioun, déi och konsensfäeg war an der Commission spéciale „Maastricht“; si gët also och vun der Kommissioun gedroen.

Ech géif Iech déi dann och iwverreechen.

Ech soen Iech merci.

Mme la Présidente.- La parole est maintenant au premier orateur inscrit, à l'honorable M. Colling.

Débat

M. François Colling (CSV).- Madame President, dir Dammen an dir Hären. Ech mengen, déi, déi elo grad an der Châmber waren, konnten héieren, wéi eise Premierminister Maastricht gesäit. Et as eng aner Vue fir ganz vill Leit, déi hei an der Diskussioun schwätzen,

well hie schliisslech op dene Sommetën derbäi as an och d'Responsabilitéit vum Lëtzebuurger Land huet. A Maastricht gesäit hien am Fong eng Reaktioun vun Europa géintiwver dem Fall vun der Berliner Mauer.

Historesch gesinn, as et dat och waarscheinlech, wat herno iwwerbleift vun deem, wat mer haut maachen. Et as eng Reaktioun op eng total nei Situatioun an Europa. Nonobstant as et e Weidergang vun enger Entwécklung vun Europa. De Premierminister huet dat och an den historesche Kontext eragesat.

Et gët Leit, déi soen: Wat hun dann all déi Evenementer, vun denen de Premier geschwat huet, mat Maastricht ze din? Maastricht as e Stéck Geschicht, as e Stéck vun eiser Realitéit, an dofir mengen ech, dass déi, déi d'„politique politicienne“ maachen, haut de Muere wéinstens eng Lektïoun krëtt hun.

E weidere Punkt, deen ech hei wollt ënnersträichen, dat as, dass ech ganz frou driwwer sin, dass de Premier gesot huet, dass d'Kommissioun oder den Emkrees vun der Kommissioun am Fong e „faut départ“ geholl huet - sou huet hien dat wéinstens genannt - an dass, wann Elargissement kommen, nëmme mechanics Changeementer geholl gin um Niveau vum Parlement, um Niveau vun de Commissairen an um Niveau vun de Magistraten.

Ceci dît, wollt ech no de Rapporteurën, déi mer gëschter héieren hun, soen, dass all déi, déi dat Dokument gesinn hun, festgestallt hun, dass mer dës Kéier dräi Rapporteurën haten - ech ka mech nët erënneren, dass mer schon eng Kéier dräi Rapporteurën haten - aus dräi verschiddene Parteien, wat och e Symbol as, dat wichtig as, well déi dräi Rapporteurën déi Aarbecht zesumme gemaach hun. Mir haten ofgemaach, dass d'Rapporteurë géifen op lëtzebuergeresch schwätzen, well mer eis jo un d'Lëtzebuurger Vollek adresséieren. Well den Text vum Bericht op franséisch as, kënne jo alleguerten déi, déi d'Lëtzebuergesch nët esou verstin, wéi eis Ambassadeuren an esou, dat am Bericht noliesen.

Dës Debatte wäerten och, wann ech richteg gezielt hun, iwver 10 Stonnen daueren. Et as natirlech ganz schwéier, nodeem déi dräi Rapporteurën esou an den Detail gaange sin a wiirlech schon esou vill iwver Maastricht gesot hun, fir nach terribel grouss Neierungen ze bréngen. Ech wëll mech och dofir op véier Theme beschränken. Mir hun eis an der Fraktioun esou opgedeelt, dass jidferree verschidden Theme behandelt, fir dass keng Reditë sollen erauskommen.

Fir d'ëischt muss een déi prinzipiell Iwwerleungen ustellen. Dat geet e wéineg an d'Richtung, wéi eise Premier dat och gesot huet. Mir hun an der CSV-Fraktioun eng Artikelserie am „Luxemburger Wort“ gemaach, déi heescht, „Maastricht, eng Chance an Erasfuorderung“. Ech mengen, et dierf ee Maastricht nët dohinnerstellen, wéi wann et nëmmen Avantagë fir Lëtzebuerg hätt. Maastricht huet eng ganz Rei Défiën, déi un eist Land gestallt gin.

Wann een déi Debatte hei emotionell féiert, da gët se falsch gespillt. Emotionell dierf een dat nët maachen, well wann een d'Zuele kuckt, op déi Lëtzebuerg sech baséiert, da stellt een zum Beispill fest, dass 92% vun deem, wat mer importéieren, aus der Communautéit kënnen, och 80% vun deem, wat mer exportéieren. Lëtzebuerg huet eng Populatioun mat 30% Ausländer, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, a 50% vun Ausländer, déi hei zu Lëtzebuerg op den Aarbechtsplaz schaffen.

Wéi gesäit een déi grouss Ouverture vun Europa? Et muss ee sech drun erënneren, dass Lëtzebuerg, historesch gesinn, ëmmer op der Säit war vun denen, déi probéiert hun, fir Allianzen ze maachen, sief et deemools mat Belgien, sief et mat Holland; an duerno war Lëtzebuerg och derbäi, nieft denen aneren dräi - Frankräich, Däitschland an Italien - fir d'Communautéit ze grënnen.

Et as ganz interessant, fir déi zueleméisseg Zesummesetzung ze kucken:

- Am Conseil des Ministres si mer ee vun 12; dat sin 8%, wann een dat Prozentméisseg ausdréckt.
- An der Kommissioun si mer ee vu 17; dat si 6%.
- Am Parlament si mer 6 vu 518; dat sin nach 1,15%.

Bei der Populatioun si mer 400.000 vun 320 Milliounen; dat mécht 1,2 ‰.

Et gesäit een also, par rapport zu eiser Populatioun an zu eisem Bruttosozialprodukt, dass Lëtzebuerg e ganz infimen „ordre de grandeur“ ausmécht. Ech hun et schon e puermol gesot, dass Lëtzebuerg eben e Promill an Europa as. Am Alkohol as e Promill terribel vill, dat wësse mer alleguerten. Lëtzebuerg huet eng Iwwerbedeutung. Andeem mir falsch Informatiounen iwwer Maastricht géifen un d'Lëtzebuenger Vollek gin, géife mer e ganz grave Feler maachen.

- Et as eng Erausfuerderung fir eis Industrie a fir eis Dingschtleeschungsgesellschaft, wann de Maart opgeet, mat all dene Konsequenzen.

- Et as eng Erausfuerderung fir de Mëttelstand a fir den Handel.

- An et as eng Erausfuerderung fir d'Bürger am allgemengen, well se sech musse mat deem Problem, deem anscheinend am meeschten hei zu Lëtzebuerg diskutéiert gët, nämlech deem vum kommunale Walrecht, ofgin.

Et huet eng ganz Rei Avantagé gehat, dass besonnesch duerch de Vote vun den Dänen einfach emol d'„opinion publique“ souzesoen erwächt as. Et huet een op eemol ugefaangen, richtig driwwer ze diskutéieren. Schon aner Leit hun hei op der Tribün gesot, dass den Débat iwwer Maastricht eréischt richtig ugaangen as, wéi d'Dänen an hirem Referendum mat enger hauchdënner Majoritéit dergéint gestëmmt hun.

Op där aner Säit hu mer och gemierkt, dass Maastricht et fäerdegbruecht huet, dass eis national Parlamenter erwächt sin, nët well se virdru bei deem Thema geschlof hun, mä well se erwächt si fir d'Thema Europa.

Ech ka mech erënneren, dass an den Debatten, déi mer hei haten, wa mer iwwer Europa geschwat hun, déi meescht gefrot hun: Wat huet dat da mat eis ze din? Mir mussen hei eis innenpolitesch Debatte féieren. Au fur et à mesure, wéi d'Diskussioun iwwer Maastricht weidergaangen as, hun déi national Parlamenter och gemierkt, dass si eng ganz grouss Roll doranner ze spillen hun, an och dass den institutionelle Volet, dat heescht, d'Kollaboratioun tëschent dem Europaparlament an den nationale Parlamenter oder Kommissiounen, och de Rôle, deem eis national Parlamenter musse spille par rapport zu eiser Regierung, total frësch muss iwwerducht gin. Et as d'ailleurs eent vu méngen Themen, déi ech wëll erwähnen.

Wat d'Roll vun der Oppositioun ugeet, do erlaabt mer natiirlech ervirzesträichen, dass den Här Goerens ee vun denen dräi Rapporturen as. Et huet sech an dëser Diskussioun erausgestallt, wat eng regierungsfäeg Oppositioun as a wat eng nët regierungsfäeg Oppositioun as.

(Interruptions diverses)

M. Emile Krieps (DP).- Dir wäert nach grouss Surprisë kréien, Här Colling!

(Interruptions diverses)

M. François Colling (CSV).- Ech miirken, dass esou lues Animatioun an d'Debatt erakënn.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här Colling, Dir waart um gudde Wee, fuert roueg virun!

M. François Colling (CSV).- Merci.

Eng gréng Partei huet gesot: Mir lene Maastricht of, well et as keen ekologesch Emdenken dran. Mir soen: Et as keen ekologesch Emdenken dran, mä et sin ekologesch Usätz dran.

Mir lenen eng Sozialpolitik of, soë se, déi op zwou Vitesse soll fueren. Mir sin d'accord, dass de Sozialvolet eng schwiereg Entwécklung as. Mir zéien och nët de Fändel erop, fir ze weisen, wat dat fir eng phantastesch Saach wär. Et sin awer éischt Usätz do.

Mir lene Maastricht of, soë se, well et eng Gemeinschaft vum „big money“ as. Wann een de Bericht vun der Chambre de Commerce liest, gesäit een awer däitlech, wat d'Bedeutung vu Maastricht fir eis Ekonomie as.

Wann déi Häre mengen, mir bräichte keng Suen ze verdingen oder Lëtzebuerg kënn sech total isoléieren als Insel an engem grouse Mier, dann deet et mer leed! Et soll een also nët mat Schlagwierder operéieren, an dëser Situatioun bestëmmt nët.

Et gët och gesot, et as keng Gemeinschaft fir d'Bürger. Wat heescht dat? Mir hun awer ëmmerhin d'Citoyenneté européenne agefouert.

Si sollten an där Pressekonferenz soen, dass se och fir d'Walrecht fir all Ausländer sin. Dat muss een da fairerweis soen. Ech kommen herno nach op dee Punkt zréck. Dat as eng Diskussioun, déi mer an dësem Gremium nach musse féieren.

Da gët gesot: Mir si géint Maastricht, well en Dogma vu wirtschaftlecher Stabilitéit sech do duerchsetzt an et huet een iwwerhaupt kee Fräiraum méi.

Ech mengen, aner Länner a mir hu jo gesinn, wat d'Inflatioun ausmécht. Déi Kontroll vun de Konvergenzen, déi hei agefouert gët, wou d'Ministere musse matenaner diskutéieren, dat as eng ganz nei Prozedur. Déi as et bis elo nach nët gin.

Et geet also nët méi, dass een d'„planche à billets“ lafe léisst a Süë produzéiert, fir säin Defizit ze épongéieren, fir säi Budget an Equilibre ze kréien.

De Finanzminister huet eis an der Finanzkommissioun an där Diskussioun, déi mer haten iwwer d'Union économique et monétaire, laang driwwer geschwat, dass déi Prozeduren, déi hei agefouert gin an de Konvergenzprogrammen, an déi Konditiounen, déi gestallt sin, onheemlech contraignant sin. Mir als Lëtzebuerg mussen nët mengen, dass dat géif laanscht eis goen!

Am leschte Joer hate mer e „manque de financement“ vun 10 Milliarden. Do si mer scho ganz no un der 3%-Grenz erukomm, déi mer nët däerfen iwwerschreiden.

Dofir as déi Konvergenz vun der Ekonomie, déi duerch Maastricht gemaach gët, am Interesse vun eiser Ekonomie a vun eisem Land. Well all Länner hir Kaarte mussen op den Dësch leën, as dat eng ganz contraignant Prozedur. Dofir soll een hei nët soen, dat wär en Dogma. Et as eng Obligatioun fir all déi Länner, déi dorunner wëlle participéieren.

Et as en neie Slogan opkomm: Mir si géint Maastricht, mir si fir Europa. Oder: D'Union européenne as en „appareil d'Etat supranational“.

Ech mengen, grad duerch verschidde Saachen, op déi ech herno nach agin, wéi d'Aschaltung vun de Parlamenter an d'Afféierung vum Subsidiaritätsprinzip, sin eng ganz Rei vun Entwécklungen nët méiglech. Et kann ee schon am Ufank dergéintsteieren.

Ech wëll nach eng reell Kritik hei maachen. Ech sin d'accord, wat och am Premier sénger Ried erauskomm as, dass eng besser Kontroll vun der Kommissioun néideg as. Mir hu festgestallt, bei all denen Direktiven, déi kommen, dass do d'Lobbyiste ronderëm d'Kommissioun wesentlech méi matbestëmme wéi d'national Parlamenter.

Et muss eng besser Kontroll komme vun eise Parlamenter iwuer eis Regierung. Dat as d'Missioun, déi mir hun. Mir sollten als national Parlamenter méi enk associéiert gin. An den Annexe steet eppes an engem Protokoll doriwwer. Mir solle mat an déi institutionell Prozedur ageschalt gin. Mir sollen eis nei Weër sichen, fir eis als national Parlamenter ënnertenaner besser ofzeschwätzen, eis ze informéieren an eis Aktiounen ze koordinéieren.

Dat si Punkten, déi als Reaktioun op d'Analys vun enger Situatioun, sou wéi mer se virfannen, erauskomm sin. Dat sin déi éischt Reaktiounen, déi um Niveau vun den nationale Parlamenter komm sin.

Ee wichtege Punkt, wann nüt déi wichtegst Saach, déi am Vertrag vu Maastricht dra steet, as de Subsidiaritätsprinzip. Et as eng Notioun aus der krëschtlecher Sozialléier. En as ugewannt gin - wéi de Premier gesot huet - géint zentralistesche Tendenzen.

Et deet mir leed, dass Leit laachen, wann ech dat soen! Et as awer eng Realitéit, dass d'krëschtlech Sozialléier dat scho virun 80 oder 90 Joer gesot huet, wat Leit haut entdecken an da feststellen, dass dat eng wichtege Saach as.

M. Jean Huss (GAP).- Dofir hu mer esouvill Chômage an Aarbechtsloser!

(Interruptions diverses)

M. Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération.- Et war awer anescht gemengt déi Kéier!

M. François Colling (CSV).- Ech sin ëmmer iwerrascht, wann d'Leit elo soen, et war aneschters gemengt.

De Subsidiaritätsprinzip as e Prinzip, deen ee kann iwuerall applizéieren. Dee kann een an Europa applizéieren, dee kann een an engem Stot applizéieren, dee kann een an enger Gemeng applizéieren, dee kann een iwuerall applizéieren, wou eng Aktivitéit as. Dee kann een an enger Gesellschaft applizéieren, déi ee muss géréieren. Et as also ee Prinzip.

Ech weess, wann een hei iwuer Saache vun der Kiirch schwätzt, da gesäit ee „müdes Lächeln und Grinsen“ op de Gesichter vu Leit, well dat nüt ubruecht as, fir hei iwuer esou Saachen ze schwätzen.

M. Gast Gibéryen (Aktiounskomitee 5/6).- Géift Dir déi Prinzipie méi uwenden, Här Colling!

M. François Colling (CSV).- Ech si responsabel fir mech, an Dir sid responsabel fir Iech! Jidferee soll se do applizéieren, wou en as. Jidferee soll viru sénger Dir kiren!

M. Jean Huss (GAP).- Dann huet d'Kiirch vill ze kiren!

(Coups de cloche de la Présidence)

Mme la Présidente.- N'interrompez pas l'orateur!

M. François Colling (CSV).- Et as awer méi flott, wa se mech ënnerbriechen!

Et as also ganz wichtege, wann ee gesäit, wat de Subsidiaritätsprinzip mat sech bréngt. D'Unioun kann nëmme aktiv gin innerhalb vu ganz prezise Grenzen. D'Unioun huet nëmme ganz prezis Befugnisse. Du moment wou se aktiv gët an anere Beräicher, da muss de Subsidiaritätsprinzip antrieden. De Subsidiaritätsprinzip

as esou definéiert, wann d'Wiirkung besser op Gemeinschaftsebene gemaach gët oder op lokaler Ebene nüt kann erreecht gin, dee Moment spillt de Subsidiaritätsprinzip.

Dat Wuert „Subsidiaritéit“ gët et och nüt am englesche Sproochgebrauch. Dat Wuert „subsidiarity“ gët et nüt, mä wann ee mat den Englänner schwätzt an et seet een „bottom up“, dat heescht, vun ënnen no uewen opbauen, da weess direkt all Mënsch, wat dat heescht, well déi Alternativ zum „bottom up“ as „top down“. Dat eent as Zentralismus, dat anert as eppes, wat vun ënnen opgebaut gët.

Et as och virgesi beim Traité, dass een dat ka beim europäesche Gerichtshaff akloën, mä dat muss ménger Meinung no nach méi genau definéiert gin.

Fir eis as op alle Fall d'Subsidiaritéit e politesche Prinzip an d'Subsidiaritéit muss politesch beuerteelt gin, besonnesch vun eiser Regierung.

D'Verankerung vun Subsidiaritätsprinzip am Traité as eng revolutionär nei Iddi an ech sin der Meinung, dass dat d'Garantie as fir déi kleng State géint den Auswuchs vun der Bürokratie vu Bréssel an et as och eng Garantie fir déi kleng Länner, dass se an deem groussen Europa nüt ënnergin.

E weidere Punkt op deen ech wollt agoën as dee vun kommunalen Auslännerwalrecht. Et gët gesot, dat wär d'Bedroung vun der nationaler Identitéit. Et gët interessanterweis, ëmmer wa mer iwuer d'Auslännerwalrecht schwätzen, mat Angschtgefiller operéiert. Lëtzebuerg huet jo schliisslech eng länger Erfahrung mat Auslänner. Ech erënnere drun, dass zum Beispill d'100 Joer italiensche Awanderung gefeiert gët. D'portugiesesch Awanderung war an de 60er Joren.

D'europäesch Vokatioun vun der Stad Lëtzebuerg huet mat sech bruecht, dass eng ganz Rei vun europäesche Beamte mat hire Familien op Lëtzebuerg komm sin. Den Ausbau vun der Bankplaz an d'Schafung vun neien Aarbechtsplazen - 40.000 a 6 Joer - hun natiirlech mat sech bruecht, dass, vü eis demographesch Situatioun, mer permanent ëmmer méi Auslänner hu missten an d'Land eranhuelen. Et gët nëmme an e puer Domänen hei zu Lëtzebuerg praktesch keng Auslänner. Dat as zum Beispill beim Stat. Et sin zwar e puer Ausnamen do, wou a staatleche Betriber Auslänner schaffen. Si hun dann en anere Statut. Och an de Gemengen, an de parastaatlechen Organisatiounen oder Betriber a Verwaltungen.

Am private Sektor as eng large Iwwerbevölkerung vun Auslänner do. Et gët gesot, Lëtzebuerg as kosmopolitesch an ech hu gesinn an der „Wirtschaftswoche“ vun der leschter Woch stong „Multikulturelles Luxemburg“. Wann ee gesäit, dass mer 1987 un 30% Auslänner kommen, während a Länner wéi Belgien 8% sin, Dänemark 2,7%, Däitschland 8,2%, Frankräich 6,3%, Griechenland 2,2%, Groussbritannien 3,2%, Holland 4,6%, Irland 2,4%, Italien 0,7%, Portugal 1% a Spuenien 1%.

Et stellt een och fest, dass déi Awanderung, déi mir hun, zu 90% eng communautär Awanderung as. Dat heescht aus Länner, déi zur Communautéit gehéieren, wat a Belgien, an Dänemark, an Däitschland, a Frankräich, an Holland an a Portugal Marokkaner, Türken, Afrikaner a Brasilianer sin. Dat stellt natiirlech e ganz anere Problem duer, well déi aner Religiounen hun an och komplett aner Kulturen.

Lëtzebuerg as also e multikulturell Land. Eis Lëtzebuerg Wirtschaft kann nüt funktionéieren ouni d'Auslänner. Dat muss een sech soen an dat muss een ëmmer nees de Leit widderhuelen. Dofir as et och ganz positiv, dass d'Regierung de leschte Méindeg d'Gemengeréit invitéiert hat an déi ganz Problematik mat de Gemengeréit diskutéiert huet. Et as esou wéi mer eis musse mat

deem Problem ausënanersetzen. Et sin och Leit déi Konferenzen doruechter hale gin. Et gin Artikelen doriwwer geschriwwen. Et muss een sech einfach mat deem Auslännerwalrecht ausënanersetzen. Ech soën och hei, dass d'CSV 1989 an hirem Walprogramm stoën hat, si géif kee Walrecht fir d'Auslänner aféieren. Dat hu mir effektiv an eise Parteiprogramm geschriwwen. Et waren aner Leit, déi dat och geschriwwen hun.

Mä wéi déi Verhandlung vu Maastricht komm sin as eis Regierung an eng Positioun eragedrängt gin, esou dass mir eleng géint déi aner 11 Länner waren. Do hätt een natierlech kënne soën, mir insistéieren op eis Positioun. Mir musse géint déi aner 11 virgoën.

D'Regierung huet profitéiert vun der Presidentschaft, déi se hat, fir fir Lëtzebuerg Dérogatiounen erauszuschloën an an de Vertrag anzubauen. Dat war och dat eenzeg wat d'Lëtzebuurger konnte maachen.

Déi Diskussioun, déi mer domadder kréien, beweist jo, dass een och an der politescher Démarche, esou wéi dat hei de Fall war, heiansdo muss séng ege Wieder schlécken. Hei war dat de Fall, mä ech mengen, mir sollten, wa mer eis mat deem Problem do ausënanersetzen, dat reell maachen, mir sollten et net mat Schlagwieder maachen an och net mat Demagogie operéieren.

Da gët gesot, muss wéinst dem Auslännerwalrecht e Referendum hei zu Lëtzebuerg organiséiert gin? Den Här Gilbert Trausch huet um Radio ganz interessant Iwwerleungen dozou gemaach. Et as natierlech kloër, dass jidfer Biirger, deem een d'Recht zu engem Referendum ofhëlt, sech als onmëndeg fillt, well hie seet, ech kann elo net méng Zukunft matbestimmen. Et as also en elementare Reflex. Et brauch keen ze soën, dass dat net esou wir. Wann ech soën, mir maache kee Referendum, dann huet dat e psychologeschen Afloss op de Biirger.

Dat zweet wat nees eng Kéier e psychologeschen Effet huet, dat as, dass een hei en Appell mécht un en elementare Reflex wat d'Nationalitéit ugeet. D'Nationalitéit an eis Sprooch si jo dat wat eis ënnerschede par rapport zu dene Leit, déi ronderëm eis liewen. Dat heescht, et sin zwou Saachen, déi matspille beim Referendum. Et as souwisou eng ganz geféierlech Waff. Et as awer och en doppelschneidegt Schwäert. Dozou kënnt nach derbäi, dass déi Prozedur vun der Verfassungsännerung a juristesche Kreesser ganz vill diskutéiert gin as. Ech kann och d'Juriste verstoën, dass wann een Texter virleien huet, een och muss déi Texter applizéieren.

Et gët awer och e juristeschen Text, deen net am Raum steet, ouni dass en an e Kontext erapasst. Déi Texter hei passen an e politeschen Ensembl eran. Nodeem wat de Staatsrot a séngem Avis gesot huet, as d'Diskussioun iwwer d'Verfassungsreform wesentlech ofgeflaut an ech mengen, dat wat de Staatsrot gemaach huet war bal eppes wéi e salomonescht Uerteel wat d'Verfassungsreform ugeet. Ech sin och der Meinung, dass ee parfaitement op dee Wee ka goën.

Déi Resolutioun, déi d'DP am Numm vun der Kommissioun deponéiert huet, stellt eng aner Konditioun derbäi. Mir sin eis an der Kommissioun eens gin, dass mir sollten der DP entgéint kommen an där Fro, well si parteipolitesch Problemer mat där Fro huet. Ech mengen, wann d'DP bereet war fir mat e Rapporteur ze stellen, wann d'DP bereet war, fir déi Diskussioun hei matzeféieren, solle mir vun eiser Säit aus hinnen entgéint kommen an déi Resolutioun mat hinne stëmmen. Ech mengen, deen Effort, deen si an där enger Richtung gemaach hun, as och en Effort vun eiser Säit aus wäert. Souwisou as dat wat an der Resolutioun steet ganz richtig.

Wann ech an dëser Diskussioun, och wat de Referendum ugeet, als Oppositiounspartei menge kënne d'Politikverdrossenheet vun de Biirger ze vergréisseren, well dat as jo dann dat wat en fin de compte dobai erauskënnt, da muss een oppassen, well déi Leit, déi dat maachen, jo selwer Politiker sin oder si si selwer keng Politiker

an da kënne se vläicht mat an déi Kerb erafachen. Op alle Fall, et as e geféierlech Spill an ech mengen nach eng Kéier, dass déi 5 Konditiounen, déi ee ka resüméieren, déi un d'Walrecht gebonne sin an déi ech hei kuurz well oplisten, nach eng Kéier sollen an enger Table ronde diskutéiert gi mat sämtleche Parteien. Ech mengen, et wir wichtig, dass een och jidfer Lëtzebuurger Biirger kloër mécht wat fir eng Konditiounen domadder verbonne sin.

1) Wat d'kommunaalt Walrecht ubelaangt, muss ech beweisen, dass ech a méngem Pays d'origine op der Gemeng net méi stëmme gin. Dat as en Akt, deen och psychologesch as, well wann een dat mécht, da muss e wëssen, dass en sech a séngem Pays d'origine ofmellt an dat as ëmmer komplizéiert. Et as méi einfach wann een op den zwee Tableauë ka spillen. Mä ëmmerhin, wann ech wierklech well hei matschwätzen, muss ech och beweisen, dass ech mech hei well engagéieren.

2) E Mindestopënthalt vu 6-12 Joër am Land.

3) Et kann een net an de Schäfferot kommen, dat heescht, keng Ausübung vun hoheitsrechtleche Befugnisser.

4) Et ka keen eng Kandidatëlëscht mat ausschliisslech Auslänner bréngen.

5) Am Gemengerot kann och nëmmen e bestëmmte Prozentsaz Auslänner sin.

Dir gesitt schon, nodeem ech all déi Konditiounen opgezielt hun, dass dat ërem nei Problemer kreéiert. Mir sin amgaangen op e Wee ze goën, wou mer eis nei Problemer kreéieren, zum Beispill, kréie mer Electeurs vun zwou Kategorie beim passive Walrecht. Dat eent si Kandidaten, déi kënne mam Schäfferot matgoën an déi aner kënne net mam Schäfferot matgoën. Do as schon e wesentlechen Ennerscheid.

Dat zweet as, mir kréien och hei zu Lëtzebuerg nach Auslänner, déi kee Walrecht kréien. Dat sin nämlech déi, déi net communautär sin.

Mat den zwee Problemer musse mer eis dann ausënanersetzen, well et as jo ganz logesch, dass probéiert gët, déi do Inégalitëten erauszekréien.

Et kënnt e weidere Problem dobäi an zwar soll am Gemengerot d'Emgangsprooch Lëtzebuergesch bleiwen, woubai ech mech selwer hei ertappen, dass ech dauernd franséisch Wieder gebrauchen, well et reng lëtzebuergesch waarscheinlech net gët, esou dass een, dee franséisch schwätzt, awer relativ vill matkritt.

Mir hun an eise Nationalitéitgesetz d'Konditioun vum Lëtzebuergesch net dragesat. Et kann een also elo an déi kokass Situatioun kommen, dass een dee Lëtzebuurger gin as iwwer d'Nationalitéitgesetz kee Wuert lëtzebuergesch versteet. Deen huet dat aktiiv an dat passiv Walrecht. Dee kann an de Gemengerot gewielt gin, e ka Buurgermeeschter gin, e ka Schäfte gin a kee Wuert lëtzebuergesch verstoen.

Ech mengen, och do musse mer nach léigféieren, well déi Diskussioun as nach net ofgeschloss. Dat heescht, et muss een d'Walgesetz änneren.

Mir gin also zou, dass et bei deem Problem nach eng Rei vun Inconnüë gin. Ech mengen awer trotzdem, dass, wann ee ganz Maastricht nëmmen hanner d'kommunaalt Walrecht vun den Auslänner setzt, da behaupten ech hei, dann as een als Politiker onéierlech an als Lëtzebuurger as ee schlecht informéiert.

Dofir as eben eng Informatiounscampagne wichtig an ech mengen, dass, wann déi Saach akut gët, muss nach ganz vill Informatioun doriwwer gemaach gin.

(M. René Kollwelter prend la Présidence)

E leschte Punkt op deem ech wëll agoën as d'Roll vun den nationale Parlamenter.

Ech wëll net op all Detail agoën, deem am Bericht vun der Kommissioun steet, mä ech wëll awer eppes ervirhiewe wat ménger Menung no ganz wichteg as, nämlech déi Roll, déi Lëtzebuerg gespilt huet an der Iwwerleung an och an der Elaboratioun vun neie Prozeduren. Dir wësst, dass ëmmer gefrot gët, dass méi eng grouss Kollaboratioun soll sin tëschent dem Europaparlament an den nationale Parlamenter. Et as elo eng Formel fond gin, déi zwar e ganz komeschen Numm huet, mä dee ganz gutt kléngt, „COSAC“. Et sin 3 Leit do pro Parlament. Dat heescht, dat Land, dat zwee Parlamenter huet, huet am Fong 6 Leit an déi aner Länner hun der 3.

Ech wëll hei de Merite ervirsträiche vun der Presidentin Lydie Err. Wéi Lëtzebuerg d'Presidentschaft hat as déi Formel ugeholl gin. Duerno ware mer zu La Haye an och zu Lissabon as festgestallt gin, dass dat wierklech e gangbare Wee as wou een

1) ganz gutt Kontakter kritt mat denen nationale Parlamenter, wou och den Informatiouns Austausch ganz gutt zirkuléiert,

2) dass dat Europaparlament traitéiert gët wéi eng national Delegatioun. Si hun also 6 Leit do. Et as och net eng iwwerwältigend Mehrheit do vun Eurparlamentarier, wéi dat zum Beispill bei den Assise war zu Roum wou d'Halschent Europadeputéierte waren an d'Halschent national Deputéierten.

Dec Wee, deem an där Réunion des Conférences des organes spécialisés en affaires communautaires (COSAC) ageschloë gin as, as e ganz wichtige Wee a mir mussen op alle Fall mat op deem Wee weidergoën. Ech wëll nach eng kéier ennersträichen, dass doduerch, dass mer e Reglement hun an dass mer dat institutionaliséiert hun, dat de Mérite as vun der Presidentin Lydie Err. Ech mengen, do huet Lëtzebuerg och e ganz positiven „input“ gemaach.

Eng zweet Saach, déi mer als Delegatioun och bei de „COSAC“ gemaach hun as, dass d'Parlamenter sollen an déi institutionell Prozeduren ageschalt gin. Dat war eng Proposition vun der Lëtzebuurger Delegatioun an dat as och iwwerhollt gin an den Annexen. Do steet nämlech op der Säit 225 an der „déclaration relative au rôle des parlements européens nationaux dans l'Union européenne“: „La Conférence estime qu'il est important d'encourager une plus grande participation des parlements nationaux aux activités de l'Union européenne. Il convient à cet effet d'intensifier l'échange d'informations entre les parlements nationaux et le Parlement européen. Dans ce contexte les gouvernements des Etats membres veillent entre autres à ce que les parlements nationaux puissent disposer des propositions législatives de la Commission en temps utile pour leur information et pour un éventuel examen“.

Genau dat hate mir proposéiert. Nämlech dass wann d'Direktiven un d'Europaparlament weidergin, oder esouguer scho méi fréi, wann eis Regirung mat Propositions de directive konfrontéiert gin, invitéiere mir an enger vun eise Motiounen d'Regirung, dass ee soll an där zoustänneger Kommissioun an der Châmber kënnen au stade d'élaboration diskutéieren.

Ech si mer bewosst, dass dat e Wee as, deem d'Parlament vill Aarbecht kascht an deem och d'Regirung vill Aarbecht kascht, mä ech mengen, mir mussen op dee Wee do goën an dofir as et interessant fir ze gesi wat an anere Länner an deem do Kontext gemaach gët.

Virun engem Mount as an der Assemblée nationale e ganz interessant Dokument présentéiert gin. Et as e Rapport d'informations déposéiert gi vum Michel Pezet, deem déi Iddi do weider développéiert an am Fong verschidden Niveauë virgesäit, wéi esou eng Kommissioun kënt funktionnéieren.

Et gët eng Rei vu Saachen op déi ech herno wëll agoën. Et gët en éischten Niveau. Dat as den Accord tacite, dat heescht dass d'Parlament sech net dozou äussert. Vun 100 Direktive sin et waarscheinlech nëmme 10%, déi an déi détailléiert Prozedur erakommen.

Den zweeten Niveau as den Niveau vum Avis sommaire wou am Fong geholl d'Regirung duerch e Bréif informéiert gët vun enger oder e puer Kommissiounen, wat si zu där Direktiv ze soën huet.

Dat drëtt as e Rapport d'informations, wou eng Kommissioun, déi sech mam Thema ofgët, e Bericht mécht an der Regirung de Bericht gët.

De 4. Niveau as deem Niveau wou dee Bericht, dee gemaach gouf an nach vläicht Berichter vun anere Kommissiounen, an der Assemblée plénière diskutéiert gin.

Et gesäit een also ganz kloër, dass se sech ganz vill Méi gin hun.

Mme Lydie Err (LSAP), rapporteur. Wat haalt Der dann dovun dass d'Fransousen, fir dat do ze erreechen, hir Konstitutioun ëmänneren? Ech wir frou Iech dozou ze héieren.

M. François Colling (CSV). D'Fransouse sin esou wäit gaangen, dass se den Artikel 88-3 vun hirer Verfassung geännert hun, wou elo drasteet: „Le Gouvernement leur soumet, dès la transmission en conseil des Communautés, les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative“.

Mir sollten eis iwwerleën, ob mer dat net och sollen an eis Verfassung aschreiwen, well d'Fransouse sin esou wäit gaangen, dass se d'Regirung obligéiere fir et ze maachen, wat och eng Procédure as, déi ganz contraignant as. Et kann een driwwer diskutéieren, mä dir wësst jo, dass et net esou einfach as bei eis d'Konstitutioun ze änneren. An anere Parlamenter geet dat wesentlech méi licht.

Ech wollt besonnesch ennersträichen, dass et 4 Niveauë gët wou dat do soll diskutéiert gin.

Ech kommen, last but not least, zréck op eng Iddi, déi déi nächst Châmber soll diskutéieren. Am franséische Parlament as eng Spezialkommissioun konstituéiert gin, wat am Fong de Pendant zu där Proposition as, déi mir gemaach hu fir d'Europakommissioun. Et soll also eng Kommissioun do sin, déi sech nëmme mat denen Affaires communautaires ofgët. Dat bedeit och, dass um Niveau vum Parlament mer méi Hëllef musse kréien, dat heescht, dass mer eventuell nach een oder zwee Universitäre mussen erunzéie fir dem Parlament déi Hëllef ze gin, fir sech an deem Dédale vun dene ville Prozeduren a Reglementer ërmzefannen.

Ceci dit, Här President, dir Dammen an dir Hären, waren dat hei déi Iwwerleungen, déi ech am Numm vu ménger Fraktioun wollt maachen an natiirlech bréngen ech och den Accord vun der ganzer Fraktioun zu dem Traité vu Maastricht.

Ech soën Iech merci.

M. le Président. Deen nächsten ageschriwwene Riedner as den honorablen Här Jean-Paul Ripinger.

M. Jean-Paul Ripinger (DP). Här President, dir Dammen an dir Hären. Mir sin alleguer fir Europa. Ech sin och fir Europa, fir ee staarkt a géent Europa an der grousser Traditioun vun enger liberaler Partei, also och vun der Demokratescher Partei, där hiert historescht Engagement fir ee staarkt a vereneegt Europa net ofzeleechen as. Also wat Europa ubelaangt brauch d'DP keng Lektoune vu kengem, an och vu kenger anerer Partei ze kréien. Si brauch och, esou wéi mäi Virriedner dat elo gesot huet, net Regierungsfäegkeet bescheinegt ze kréien duerch hir Attüd, déi se elo anhëlt an dem Vote iwwer den Traité vu Maastricht, well d'Regierungsfäegkeet bescheinegt eleng de Lëtzebuurger Wieler.

Ech sin och fir Maastricht. Ech sin also och fir déi politesch Unioun, oder fir dat, wat mir a Maastricht gesinn, déi Iddiën, dee Geescht, an d'Zukunft baue fir déi Europäesch Gemeinschaft. Ech sin esouguer bereet, op dëser Tribün, eng Confidence ze maachen: Ech hu keng Angscht virum Ausländerwalrecht. Ech sin der Meinung, dass der Politikermiddegkeet an der Politikverdrossenheet vun de Lëtzebuenger a vläicht och der sklerosierter Lëtzebuenger Politik, duerch de Fait, dass Ausländer ee Walrecht kréien, an och kënnen hei gewielt gin, néit Blut zougefouert gët, an dass d'Politik nei Impulser kritt.

Ech fäerten de Prozess vun der Fonctiounarisatioun an der Syndikalisiatioun vun der Lëtzebuenger Politik, an ech sin der Meinung, dass, wann Ausländer d'Walrecht kréien, dat och e Hoffnungsschimmer as, fir dass déi Lëtzebuenger Berufspolitiker nët nëmmen an der Politik eng Carrière gesinn, mä dass se vläicht och eng gesond Konkurrenz kréichen.

Ech maachen Iech opmierksam op déi Problemer, déi kënnen entstoën, an notamment op déi Kontradiktiounen an der Ausschaffung vun de Konditiounen fir dass d'Ausländer d'Walrecht kréien. Dir wëllt zwou Zorte vu Kandidate maachen. Déi eng, déi Ausländer sin, an déi jhust däärfen am Gemengerot siégieren, an déi aner, d'Lëtzebuenger, dat sin dann déi besser, déi awer och am Exekutiv kënnen siégieren. A Majoritësgemenge kann dat zu ganz penible Situatioune féieren. Mä et gët nach vill méi eng schlëmm Kontradiktioun, vun där nach kee geschwat huet. Mir hun een ausseruerdentlecht licht Naturalisatiounsgesetz. Et kann een also ganz licht Lëtzebuenger gin. Mir hun eng ganz Rei vu Facilitéiten an d'Gesetz agebaut, a mat Recht, an nët nëmme fir Ausländer aus der Europäescher Gemeinschaft, mä och fir Ausländer doriwuer eraus. En Iraner, en Tiirk, oder wien och ëmmer, ka relativ licht Lëtzebuenger gin, an do as d'Kontradiktioun, e muss, no den Erremente vun dëser Chämber, emol nët onbedéngt lëtzebuergesch schwätzen.

Wa mir also vun den Ausländer verlaangen, déi sech däärfen opsetze fir an d'Gemeng gewielt ze gin, si misste lëtzebuergesch schwätze kënnen, da kënnen mir an de Gemengeréit Leit hun, vun dene mir verlaangen, dass se lëtzebuergesch schwätzen, well se Ausländer sin, an déi aner si Lëtzebuenger a kënnen kee Lëtzebuergesch. Dat schéngt mir eng kokass an eng grotesk Situatioun ze gin, an ech warnen Iech, wann Dir d'Konditiounen ausschafft, fir opzepasst, wat Dir do kënt verbriechen.

De Jean d'Ormesson huet an där leschter Chronique du temps qui passe am Figaro-Magazine d'Konklusioun geschriwwen, déi mir perséinlech gutt gefall huet: „Nous voilà, à beaucoup d'égards, revenus en 1913. L'empire russe en moins, l'empire d'Autriche en moins. Sauf en science, en art, en littérature, il ne reste rien du siècle. C'est un échec sans appel. Avec des millions et des millions de morts. Et des souffrances sans fin. Et des illusions en miettes. Nous n'avons plus que le grand souvenir de nos traditions nationales." An da seet en eppes, an et as dofir, dass ech dëse Passage zitieren: „Et l'espérance de l'Europe. C'est là-dessus qu'il faut travailler."

Ee Jorhonnert, dat a Ruinen zu Enn geet. Déi eenzeg Hoffnung, Europa. Et as also normal, dass mir fir Europa sin, an dass mir fir Maastricht sin, och wann déi sougenannten europäesch Aussspolitik bis elo nach nëmme vun Echechër gekennzeechent war. Ech brauch nëmmen ze kucken, wat déi gemeinsam Attitüd am Golfkriech war an elo am Jugoslawiekonflikt. Ech muss soen, ganz besonnesch hei huet d'Lëtzebuenger Aussspolitik versot, nët wéinst dem Konflikt, mä an all denen Démarchen, fir dee Konflikt kënnen ze evitéieren.

Et as nët méng Intentioun zu dem Fong vum Traité vu Maastricht ze schwätzen. Dat schéngt mir effektiv ze fréi, well nach méi wéi waarscheinlech mir nët bei der aktueller Versioun vun dem Traité vu Maastricht bleiwe wäerten. Op där anerer Manéier sin ech

natiirlech och enttäuscht iwwer den Déficit démocratique, an ech hätt gäre vill méi Prezisiounen an Indikatioune gehat iwwer den zukünftege Fonctiounement vun den europäeschen Institutiounen.

Ech erlabe mir also jhust nëmmen an dësem Kontext zwou Observatiounen ze maachen.

Déi eischt déi as, mir wëssen, dass all internationalen Traité negociéiert gët, esou och selbstverständlech den Traité vu Maastricht. Dës Regierung, dat steet onweigerlech fest, huet schlecht verhandelt, an d'Intérêtën, ech géing soen, déi vital Intérêtë vum Lëtzebuenger Land nët mat Nodrock, mat Kompetenz a Fangerspëtzegefäll verteidegt.

D'Chance vu Lëtzebuerg am europäeschen Dossier hätte vill besser misse verteidegt gin. Amplaz eng grouss Lektiooun vu Modestie a gesonder Skepsis matzebréngen, hun d'Regierungsmitglieder sech an hirer Iwwerhiefléckheet iwverschloen, an dat besonnesch wat dat rengt juristescht Kapitel vum Maastrichter Traité ubelaangt.

Fir mech as wichteg de Respekt vun der Verfassung, d'Bewahre vum Rechtsstat. Wann ech ze wielen hun téschent dem Schutz vum Rechtsstat an dem Respekt vun der Verfassung an anersäits dem Ausbau vun Europa, dann as fir mech deen eischte Prinzip deen - an de Choix as einfach - fir d'eischt de Rechtsstat, fir d'eischt Verfassung.

Dës Regierung wäard an d'Annale vun der Lëtzebuenger Politik agoen, als déi Exekutiv, déi sech am respektloseste vis-à-vis vun eiser Verfassung gewisen huet. Et as iwwregens nët fir d'eischt an dëser Legislatur. D'Introductioun vum Pavillon maritime, vun der Pharmacopée sin aner Beispiller, obschons ech nët am geréngste Similituden an Analogien téschent dësen zwéi Projéit an dem Traité vu Maastricht ervirhiewe wëll.

Mir schéngt, dass dat wichtegst an dësem Kontext gewiescht wär, d'Konstitutioun nët ze violéieren, sondern d'Dispositiounen vun eiser Konstitutioun anzehalen. Mëttlerweil wësse mir et aus beruffener Fieder, mat Kompetenz oder och manner Kompetenz, d'Press huet och d'Problemer vun der Verfassungswiddregkeet vun dem Traité analyséiert, sou dass mir momentan absolut sécher sin, dass d'Konstitutioun muss geännert gin.

Ech muss soen, och an dësem spezielle Kapitel huet dës Regierung een traurege Spektakel inszenéiert. Déi initial stur Haltung vun de Majoritéitspartei wëll ech zréckféieren op déi verschiddenaarte an ënnerschiddlech Approchen, Aviën, déi vun Expären, Verfassungsrechtler oder vu Spezialiste gemaach gi sin.

Fir mech as jiddenfalls eppes klor, bei ënnerschiddleche Menunge vun Expären a Juristen, ofgesi vun all Analys vun hirer Crédibilitéit oder hirer Kompetenz, gin ech de Wee, dee mir déi gréisste Rechtssécherheet verschafft, an nët dee Wee vum geréngste Widerstand, an ech optéieren nët fir déi Versioun, déi mech perséinlech arrangéiert.

Ech fir mäin Deel gin dervun aus, dass sämtlech Spezialisten am Verfassungsrecht, déi consultéiert goufen, der Meinung sin, an dat schéngt och elo am Regierungslager nët méi bestridden ze sin, dass d'Verfassung muss geännert gin. Déi seriöst vun hinnen, an ënner hinnen a méngen Aen deen eminentesten, den Alex Bonn, behaupten, dass déi virgeschloe Prozedur nët conforme zu eiser Verfassung as.

Leider muss ee soen, dass grad deen Avis, op deen dës Majoritéit sech referéiert, nämlech dee vum Staatsrot, allgemeng op Oflenung stéisst, op d'manst awer vun de Juristen an och vun enger Rei vun Deputéierten hei aus dem Parlament, well een d'Gefill nët lass gët, et wär een Avis de complaisance. Et ka jo kee leechnen, dass Kontakter téschent der Regierung an dem Staatsrot stattfönd hun, an da läit de Soupçon awer no, fir schnell unzhuelen, dass den Avis, esou

wéi en ausgefall as, quasi vun der Regierung bestallt gi wär, a besonnesch well e si gutt arrangéiert.

(Interruption)

Dat as ebe jhust dat, wat mech wonnert, déi Unanimitéit, déi as suspekt.

Et as jo och onverständlech - Dir hat e bësschen ze fréi geschwat - dass dës héich Corporatioun, esou einträchtig an esou uni sono, esou ee komplexen a schwirege konstitutionelle Problem aus dem Wee geschafft huet, ouni déi geréngste Kritik an Oppositioun, wéi een dat beim Staatsrot, bei ville manner wicthegen Projéit, gewinnt as.

Hei huet ouni Zweifel déi politesch Motivatioun den Ordre juridique bei wäitem iwwertraff. Dat geet aus zwee Passagen ervir, dass de Staatsrot hei eng politesch, an nüt eng juristesche Positioun bezun huet. Dat kann een an dem Avis vun dem Staatsrot noliesen. Dat léisst alles a viles duerchblécken.

Wann een doriwwer eraus sech Rechenschaft gët, iwwer dat wat de Wëssensstand vun dene meeschte Lëtzebuerger a bezuch op den Traité vun der Union européenne vu Maastricht as, trotz där ominöser äusserst deierer a schlecht orchestrierter Campagne vun der Regierung fir d'Leit opzeklären, da muss ee leider feststellen, dass déi Saach bâcléiert as, an dat aus reng politesche Motiver.

Firwat muss Lëtzebuerg dat éischt Land sin, wat dësen Traité ratifizéiert? Wat sin d'Ursaache vun där Urgence an där choquanten Iwwerstierztheet mat där d'Regierung dësen Text op déi berühmte Manéier „Vogel friss oder stirb“ duerch d'Parlament baatscht?

Et bestreit zu dësem Zäitpunkt kee méi, dass den Traité vu Maastricht éreischt rechtsgültig as wann all déi aner 11 Länner, dat heescht, déi 12 Länner zesummen, déi duerch déi jeweilig Staatschefen d'Ennerschrëft ënner dësen Traité gesat hun, deen och ratifizéieren. Déi europäesch Juriste sin amgaang sech iwwer dës ganz spezifesch Problem d'Käpp ze zerbréchen. Dat wëllt also heeschen, wann ee Land dësen internationale Vertrag nüt ratifizéiert, da kann en iwwerhaapt nüt a Kraaft trieden.

Nodeem d'Dänen duerch e Referendum sech nüt fir den Traité vu Maastricht ausgedréckt hun, as déi rechtlech Zukunft vun dësem Traité iwwer d'Union européenne nach ongewëss.

Mir hätten eis also zu Lëtzebuerg nüt verheescht an och nüt bewisen, dass mer manner gutt Europäer wiere wéi déi aner Länner, wa mer bis den Hierscht gewaart hätte fir dësen Traité ze diskutéieren an ze ratifizéieren. Dat hätt eis op alle Fall d'Méiglechkeet gin, de konstitutionelle Problem ausgiebig ze diskutéieren an de Rechtsstat, deen hei zu Lëtzebuerg a Gefor as, virun där gréisster Epreuve säit senger Existenz op d'Spill ze setzen. Well eppes muss ee soën, dat as, dass d'Vertreeder vun der Regierung, déi dësen Traité ausgehandelt hun zesumme mat hire Beroder, sech der Inzidenz vun den Dispositiounen vum Traité op d'Verfassung nüt bewosst waren. De Bewäis heifir läit kloer an hiren Äusserungen, direkt no der Ennerzeechnung vu Maastricht. Dat beweist och mat Sécherheet wéi schlecht dass se verhandelt hun a wéi schlecht se och d'Intérêt vum Lëtzebuerger Land an de Lëtzebuerger verteidegt hun.

Ech kann nüt ëmhin déi suffisante Attitüd unzeprengeren. Déi alleréischte Aufgab wär gewiescht ze analyséieren, wat d'Konsequenze vun dësem internationalen Traité op d'Lëtzebuerger Verfassung wieren an da mat der Ratifikatioun Léisungsvirschléi ze maache wéi een aus där Impasse juridique, an déi sech eramanövréiert gin as, erauskënn.

Hei zu Lëtzebuerg hu scho missen eng ganz Rei vun eminente Juristen a Perséinlechketen an och Presseleit op d'Barrikade klammen, fir d'Regierung aus hirer Reserv ze lackelen.

A senger Deklaratioun vum 22. Abrëll 1992 virun der Châmber, huet de Staatsminister sech op den Artikel 49bis vun der Verfassung gestützt, fir unzedeiten, dass Maastricht bis spëtstens den 2. Juli 1992, also bis muer, ratifizéiert géif gin. Et war ganz kloer, dass de Regierungspresident ugedeit huet, dass et um Pouvoir législatif wär, d'Revisioun vun der Konstitutioun virzehuelen, mä et war awer och genau esou kloer, dass a senger Optik et sech ëm eng Révision ex post géif handelen.

Déi Argumenter, déi à l'appui vun dëser Thees ëmmer ërem an de Wee geleet si gin an déi a méngen Aën nüt stéckhalteg sin, goufe mëttlerweil vu villen Auteurs a Juristen, nüt nëmme kritiséiert, mä awer och widerluegt.

Den Term „provisoire“ am Artikel 49bis, esouwuel a senger Kontext wéi awer och an der Definitioun oder Akzeptatioun vu senger Bedeutung, soulignéiert a bekräftegt de „caractère précaire“ vum Ofriede vu verfassungsrechtlechen Attributiounen un international Organismen. Den „abandon de souveraineté“ as an dëser Terminologie als „provisoire“ unzegesinn a kann dofir och nüt als definitiven Transfert vu Souveränitéit bestëmmt gin.

Et as absolut falsch, wéi d'Regierungsparteien dat wollte glewen din, dass d'Parlament sech schons op den Artikel 49bis référéiert huet, wéi et sech gehandelt huet ëm d'Ratifikatioun vun der Konventioun, déi de 25. März 1957 zu Roum ënnerschriwwen gouf, fir gewësse gemeinsam Institutiounen an d'europäesch Strukturen eranzehuelen. De Problem huet sech gestallt am Kader vum Agencement vun der CECA, der CEE an dem Euratom. An do liesen ech am Châmbersblat wat deemools gesot gin as, an notament wat den deemolege Rapporteur, den Här Van Kauenbergh, am Numm vun der Commission de Révision de la Constitution vum 1956 geschriwwen an deklaréiert huet: „... la Constituante a encore déclaré solennellement qu'elle ne voulait accorder que dans certaines circonstances et sous certaines conditions l'exercice de certaines compétences nationales à des organismes de droit international.

Sorte d'usufruit, donc, tout à fait provisoire et temporaire. Le professeur Rolin le qualifiait même au Sénat belge de simplement précaire.

A tel point que si l'Institution internationale qui en est le bénéficiaire vient à disparaître, l'exercice de la compétence „prêtee“ revient de plein droit au pouvoir national“.

Et as eng Lapalissade dass eppes wat fakultativ a limitéiert an der Zäit as, also provisoresch as, keng definitiv Wierkung kann hun, mä, wéi dat hei schon deemools vum Rapporteur gesot gin as, e Caractère essentiellement précaire huet.

Domadder kann ee ganz kloer bestätegen, dass alles wat en Abandon de souveraineté vun nationale Kompetenzen un international Organismen an Institutiounen ubelaangt, wann déi also als definitiv ze gellen hun, eng Revisioun vun der Konstitutioun mat sech zitt.

All déijéineg awer, déi sech op d'Applikatioun vun dem Artikel 49bis verlooss hun, ware verlooss wann et gegollen huet, d'Dispositiounen vun der Citoyenneté européenne an eis national Gesetzgebung ze transposéieren.

Am meeschten hun d'Geeschter sech gescheed bei dem Ausländerwalrecht, vun deem ech scho virdu geschwat hun. Mir wësse mëttlerweil, dass den Traité eng Citoyennetéit vun der neier europäescher Unioun instituéiert. Ausländer aus der Gemeinschaft, déi zu Lëtzebuerg résidéieren, hun d'Recht ze stëmmen a gestëmmt ze gi bei Gemengewalen.

D'Regierung huet ménger Meinung no Schold dorun duerch e Manktum un Informatioun an duerch en Defizit u Konzeptioun, fir dass déi Diskussiounen iwwer d'Ausländerwalrecht esou zu

Lëtzebuerg entstane sin, wéi mer se konnten noliesen an doduerch och zu ganz kontradiktoreschen an haarde Kontroversen Ulass gin.

Eppes as sécher: d'Notioun vun der Citoyenneté européenne huet déi traditionell Konzeptioun vum öffentleche Recht bei eis an och an anere Länner iwwee d'Kopp gehäit.

De Conseil constitutionnel am Frankräich huet gesot, d'franséische Verfassung misst geännert gin. D'Fransousen hun et och gemaach a si hun et duerchgezun. Dat selwecht sot och de belsche Conseil d'Etat.

Mëttlerweil huet och deen inconditionnelste Verfechter vum Traité vu Maastricht agesinn, dass den Droit de vote et d'éligibilité vun den Ausländer fundamental an Opposition as mat den essentiellen Dispositiounen vun eiser Verfassung an ech sin absolut eens mat denen, déi behapten, dass et sech hei net nëmme em d'Gemengewalen handelt, mä dass och bei den Europawalen d'Walrecht an d'Wielbarkeet vun den Ausländer aus der Communauté contraire zum Artikel 9 vun eiser Konstitutioun sin.

Wann een elo dovun ausgeet, dass op fundamentale Punkten eis Verfassung muss geännert gin, da muss een an engem Rechtsstat an am Respekt vun eisen Institutionen bis zur leschter Konsequenz dat Raisonement duerchzéien.

D'Majoritéitsparteiën, huelen ech un, hätten dat och nach eventuell gemaach, mä déi Prozedur hätt eng soforteg Opléisung vun der Châmber bedéngt an do hat déi schwaarz-rout Koalitioun Angscht virun hirem egene Courage. Si war nach net prett fir Neiwalen. Aus reng eleoralen a politesch bedéngten Ursaache waren se zu allem bereet, inklusiv d'Verfassung ze violéieren an de Rechtsstat mat Féiss ze trëppelen.

(Interruption)

Mir hun Iech nach gerett, Här Margue, well mer eng Resolutioun abruecht hun, wat Dir net gemaach hut.

(Interruptions diverses)

Ech schwätzen hei a mëngem egenen Numm!

M. Georges Margue (CSV)- Ech sin och daer een!

M. Jean-Paul Rippinger (DP)- Dir gesitt, Här Margue, dann hu mer alt eppes gemeinsam.

M. Emile Krieps (DP)- Mir sin eng liberal Partei an Dir musst Iech ëmmer Ärer Partei ënnerwerfen.

M. le Président- Här Krieps, den Här Rippinger huet d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Jean-Paul Rippinger (DP)- Ech halen näischt vun der Inkonditionalitéit vun den Deputéierte vis-à-vis vun hirer Partei a wann een esou Saachen héieren huet - ech weess net ob se stëmmen - da wir et vläicht besser gewiescht, den Här Mars di Bartolomeo hätt näischt gesot, mä et as an de Kulisse gesot gin, dass a grouse Parteien, wann do den Deputéierten net géng deelhuefen um Vote, hätt e keng Plaz op der Lëscht. Dat gët et bei eis net.

Mat Supterfugen, Kalemburen a Stratagemen as versicht gin alles ze maache fir Europa ze stëmmen an d'Verfassung net ze respektéieren.

Deemno géng ech soën, déi propperst Léisung, déi verfassungskonform Léisung wär gewiescht, dass des Châmber déi Artikelen, déi a Fro komme fir ze änneren an déi a Kontradiktioun mam Traité vu Maastricht sin, als revisabel erkläert hätt. Domadder hätt se sech opgeléist an et hätte missten Neiwalen kommen an déi nei Châmber, déi nei Constituante hätt déi Artikele geännert, hätt

eng aner Legitimitéit vum Vollek, well se dann och nach den Accord vum Vollek gehat hätt an hätt dann esouwuel d'Konstitutioun kënnen änneren wéi och den Traité vu Maastricht stëmmen.

Esou, muss ech soën, as et der DP hire Mérite, dass eng Léisung fond gin as - a fir all déi, déi virun en Zwëscheruff gemaach hun, well ech dat soën - fir eng formell Konditioun an eng Resolutioun ze setzen an domadder weingstens e Semblant vu Konstitutionalitéit vun deem Vote, deen d'Châmber soll huelen, ze bewaren.

Ech well awer domat net behapten, dass, och wa mer déi Resolutioun stëmmen an et esou maache wéi mer gesot hun - an ech si bereet déi Resolutioun ze stëmmen an ech sin och bereet, den Traité vu Maastricht ze stëmmen ënner dene Konditiounen -sin ech awer der Meinung, dass déi Rechtsongesécherheet net onbedéngt aus der Welt geschaaft as. Si as a méngen Aën vermindert, well et brauch een nëmme dee remarquablen Artikel ze liesen, deen den Här Alex Bonn geschriwwen huet ënner dem Titel „La Constitution suspendue“.

An daer Resolutioun, déi vum Här Goerens abruecht gin as, geet jo Rieds dovun, an déi as jo dann och vun de Majoritéitsparteië gedroën. Den Här Colling huet ganz kloer gesot, dass dat eng Konzessioun war vun de Majoritéitsparteiën, fir déi staaterhaltend Haltung vun der Demokratescher Partei ze honoréieren. Dont acte, well ech awer soën, dass fir mech d'Stëmme vun der Resolutioun an der Motioun an de Vote vum Traité Ganzt sin. Dat wellt heeschen, dass déi Resolutioun an déi Motioun mat deem selwechte Quorum musse gestëmmt gi vu Präsenz a vu Majoritéit wéi den Traité selwer. Dorunner géif ech d'Sincéritéit vun de Majoritéitsparteiën erkennen, fir des Resolutioun an des Motioun zesumme mat denen aneren Deputéierten, déi sech dofir aussprieche, ze stëmmen.

Dat as fir mech en tout cas awer och eng conditio sine qua non, och am Intérêt vun der Rechtssécherheet, well dat schéngt, nodeem wat den Här Lux ugedeit huet, net esou evident gewiescht ze si bei der sozialistescher Fraktioun.

Ech well ervirhiewen, dass et fir mech eng absolut Noutwendegkeet as, hei bei dee selwechte Quorum wéi fir d'Ännerung vun der Konstitutioun a wéi fir de Vote vu Maastricht ze hun, dat heescht de Quorum vun der Präsenz a vun der Majoritéit souwuel fir d'Resolutioun wéi fir d'Motioun.

Wann een déi Motioun liest: ech muss soën, déi, déi ech abruecht hun, war ménger Meinung no méi präzis, well se sech op zwee Artikele limitéiert huet; a si hätt a méngen Aën den Avantage gehat, dass den Traité vu Maastricht an allen aneren Dispositiounen applikabel gewiescht wär, bis op déi zwee Artikelen, déi hätte missen als revisabel erkläert gin. Elo as et ganz kloer an ech mengen, do as keng Interpretatiounsméiglechkeet méi dran. Den Traité vu Maastricht gët gestëmmt ëmmer der Condition formelle suspensive, dass déi Artikelen, déi nach déterminéiert gi vun daer zoustänneger Kommissioun an der Châmber, als revisabel erkläert gin an da bis zum 31. Dezember 1994 als eng Hypothék op déi zukünfteg Châmber, dee Prozess do duerchgezu gët.

Dat wellt soën an den Aë vun engem Jurist, dass den Traité vu Maastricht no dem Vote vun haut nach net a Kraaft as. Ech mengen, mir sin eis jo daers bewosst.

Wann ech en Haus kafe gin an ech ënnerschreiwene Compromis an ech soën, ech kafen dat Haus wann ech vun der Bank geléint kréien an d'Bank léint mer net, dann hun ech d'Haus net kauft. Hei as et genau d'selwecht.

Den Traité vu Maastricht kann nëmme a Kraaft triede wann déi Condition suspensive, déi mir hei stellen, votéiert as. Dat as dee wichtege Punkt, zu deem d'Châmber muss Stellung huelen.

(Interruption)

De ganzen Traité, nèt nëmmen déi Punkten, well déi si jo nèt ugin. Et handelt sech hei ëm de ganzen Traité an nèt ëm déi revisabel Artikelen, well déi si jo nèt nommément désignéiert. Et handelt sech also ëm de gesamten Traité, deen ërëischt a Kraaft trëtt no der Realisatioun vun der Condition suspensive, nämlech wann déi Konditiounen, déi an der Resolutioun stin, erfëllt sin.

Dat as, dir Dammen an dir Hären, méng Menung zu dësem verfassungsrechtliche Problem, deen eropbeschwuert gin as an ënnert dene Konditiounen, déi ech elo hei gesot hun, wäärten ech a vill vu méng Kollegen aus der Demokratescher Partei, aus allen Ursaache wéi och ëmmer, esouwuel d'Motioun wéi d'Resolutioun stëmmen. Mir wäärten och am Sall sin, wann Der dat akzeptéiert, an och den Traité vu Maastricht stëmmen.

Ech soën Iech merci.

M. le Président.- Deen nächsten ageschriwwene Riedner as den honorablen Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux (LSAP).- Här President, dir Häre Minister, léif Kollegen. Ier mer eis an d'Déifte vun der lëtzebuergescher Politszeen bewegen an ier mer scheinbar onënmstéisslech juristesche Embroglioen opbauen an ier mer déi intelligenztechnesch an technokratesch Wénkelzich formuléieren, géinge mer vläicht gutt drun din eis e puer einfach Froën ze beäntweren an d'Welt esou ze kucke wéi se as an nèt esou wéi mer se gären hätten.

Well dee Spektakel, deen d'Welt zur Zäit bitt, as a villen Hinsichten opklärend.

Weder d'Emweltverschmutzung, nach den Terrorismus, nach d'Migratiionsbewegung respektéieren irdendwelch Grenzen.

Technologieentwécklungen, Finanztransfertën a -Bewegunge sin absolut „mondialiséiert“.

Och wann déi wirtschaftlech Entwécklungen eng gewëssen national Tonalitéit behalen - Lëtzebuerg op deem klengstméiglechen Nenner iwwregens - esou si mer méi wéi je ee vun deem aneren ofhängeg.

Et gët koe regionale Krisenherd - Jugoslawien, de sowjeteschen Zesummebroch, den Noën Osten - deen nèt déif planetär Konsequenze géif zeechnen.

An déi grouss Ploë vun eisem Planet, ongenügend Wuesstumsraten, Ennerentwécklung, Scholdelaascht, kënnen nëmmen op enger weltpolitescher Ebene geléist gin.

Et as also kloër, d'Schluucht ëm d'Organisatioun vun eisem Planet huet ugefaangen. Si wärd den haapt Enjeu vun der nächster Zukunft sin.

Et huet an deem Zesammenhang an dene leschten 3 Joër signifikant Fortschrëtt gin.

D'UNO versetzt sech an d'Lag, en Iwwerfall weltwäit ze veruertelen a juristesche eng Sanktioun auszeschwätzen.

D'Efforen zur Erhaltung vun eisen natiirleche Liewensgrundlage gi weider duerch den Accord iwwer d'Ozonschicht, duerch déi eenzel Accore vu Rio, bei aller Bescheidenheet, dach en eeschtzehuelend Signal fir grenziwwerschreidend planetär Zesummenaarbecht.

Den Droit d'ingérence aus humanitäre Grënn as méi wéi je unerkannt. Et bleift den Droit d'ingérence aus demokratesche Grënn duerchzesetzen, éischt reell Limit vun der nationaler Souveränitéit, gesinn als d'Recht vum Diktator, säin eegent Vollek ze massakréieren.

Den Objektiv bleift d'Sécherheet an der Welt an d'Schafung vun enger gewëssener, weltpolitescher Uerdnung. Dës Uerdnung huet

éischt Schrëtt gemaach, awer de Wee as wäit a verlaangt paralell zwou Démarchen.

Den Opbau vu Regeln a Prozeduren zur planetärer Zesummenaarbecht an déi onëmgängelech Stärkung vu kontinentalen Zesummeschlëss.

An Europa sin dës Efforen am wäitste fortgeschritt, och wann op allen anere Kontinenter méi oder manner effektiv dorunner geschafft gët. Et brauch een nëmmen déi Effore vun dene Länner ronderëm d'Schwaarzt Mier, a Südamerika ënner der Regie vun Argentinien, hei opzezielen.

Den Traité vu Maastricht setzt dës Efforen, dës Logik weider an e kann nèt aus dem Rahme vun engem joerzängtelaange Striewen erausgeholl gin.

E géent Europa schafen as méi wéi eng punktuell Äntwert op de kale Krich.

D'Visioun gouf schon an de Griewer vum Eische Weltkrich geheegt an direkt nom Zwete Weltkrich weider gesponnen.

De Wee vun de Réimesche Vertrag, iwwer den Acte unique bis op Maastricht, as eng histoiresch Donnée, déi nèt beliebeg auswiesselbar as.

De Slogan, jo zu Europa, neen zur Europäescher Gemeinschaft, verkennt dass et keng Menüskaart gët, op där een sech säin Europa erauswiele kann.

D'Gretchenfro as schon, ob mer joerzängtelaang e Prozess weiderdriewen oder e je ënnerbriechen, hin zu zwëschestaatleche Relatiounen a bilaterale Konflikter.

Mir Sozialiste glewen, dass een Europa virun neien Domäne schützen soll a setzen op dësen histoiresche Prozess, deen Natioune fräiwëllig zesummeféiert.

Déi Europäesch Gemeinschaft un der Schwell vun engem neie Joërtausend? Fir wat a woufir?

Déi zentral Fro as einfach ze beäntweren.

Well an enger Welt vu planetären Erausforderungen a planetäre Lösungsmodeller all Natioun ze kleng as, fir fir séng vital Interesse ze suergen.

Wëllt eist Vollek, dass d'Europäesch Gemeinschaft léiwer haut wéi muer a Jugoslawien nèt nëmme politesch a finanziell intervenéiert, fir dësem onméigleche Bluttvergéissen en Enn ze setzen? Ech behaapte jo, an et hätt léiwer ee vun denen 12 Legitiméierten de François Mitterrand erlieft, och wa säi Soloakt Bewonnerung provoziert huet.

Wëllt eist Vollek, dass d'Europäesch Gemeinschaft monetär eng Eenheet gët, téschent Yen an Dollar eng Eenheet spillt an al Pläng vun engem Pierre Werner Realitéit gin? Ech behaapte jo!

Wëllt eist Vollek, dass déi 12 op sozialem an ëmweltpoliteschem Plang verstärkt harmonéieren, fir aarbechts- a sozialrechtlech Disparitéiten ofzeschaffen, allgemeng gültig Ernwehnormen festzeleën a potentiell Retardatairen duerch dës Dynamik an de Spëtzeplaton zrëckzezielen?

Ech behaapte jo, esou wéi ech behaapten dass eis Matbiirger an hirer grousser Majoritéit agesinn, dass een nèt nëmme vun Europa kann huelen, mä och zum Beispill iwwer d'europäesch Biirgerschaft eppes gi muss, nèt e Stéck Souveränitéit ofgin, mä e Stéck demokratesch Rechter delen an dës virun allem an eise Stied a Gemengen.

Trotzdem bleibt unverkennbar, dass durch Maastricht, no enger éischer Euphorie am Dezember 1991, an der Zwischzeit eng gewesse Morosität, en Euro-Pessimismus oder eng Euro-Skepsis entstanden as, och wann an alle Länner eng méi oder manner grouss Majorität sech zum Traité bekennt an och wa 85% vun den Dänen nom Referendum an der Europäischer Gemeinschaft bleiwe wëllen.

Et as dofir eis Flicht op eenzel Campagne géint d'Europäesch Gemeinschaft anzegoën.

De Virwurf Nummer 1 heescht, déi geplangte Struktur wir a sech schon eng politesch ausgeriichten, ultraliberal fir déi eng, sozialistesch fir déi aner.

Tëscht dem Gaston Thorn, deen an engem „Journal“-Interview vum 18. Juni 1992 seet: „Es steht so wenig in den Verträgen“ a „von viel Wind“ schwätzt an dem André Hoffmann, deen am „Land“ den 29. Mee 1992 vun enger „étape nouvelle vers un appareil quasi étatique supranational“ schwätzt, bleibt genuch Spillraum fir eng realistesch Ausénanersetzung.

Och d'Fransouse kennen des Extremer tëscht dem Jean-Pierre Chevènement, fir dee Maastricht déi definitiv Herrschaft vun der Bundesbank duerstellt an dem Philippe Séguin, fir dee Maastricht näscht anesches wéi eng verfeinert Form vum Sozialismus duerstellt.

A wa Maastricht a Wierklechkeet nëmmen eng verbessert Carcasse géng duerstellen an déi déi politesch Optiounen vun denen eenzelne Regierungen a Parlamenter afléissen, fir iwwer Eestëmmegeket oder majoritär Beschless zu Entscheidungen ze kommen, woubäi déi getrennten Optiounen weiderhin d'Emanatioun vun engem nationalen, demokrateschen Débat bleiwen.

Och muer wärten d'Entscheidungen zum gréissten Deel net vun anonymen, et géif een heiansdo mengen irresponsablen Eurokrate getraff gin, mä am Conseil vu gewielte Politiker, aus gewielte Regierungen, gestützt vu gewielte Parlamenter.

Un eis dofir ze suergen, dass méi Regierungen eng zum Beispill méi offensiv Sozialpolitik wënschen, da léisst Maastricht dat zou, jo, et fördert d'est esouguer.

De Virwurf Nummer 2, déi geplangten Zentralbank géif spéitstens ab 1999 eng eenzeg an eleng inflatiounsbekämpfend Wirtschaftspolitik zouloossen, nationalpolitesch Spillraum anengen a wuesstumsfördernd Programmer onméiglech maachen.

Och wann d'est fir eist Land, ouni Geld- an Zenspolitik, dépendent vis-à-vis vun allen europäeschen an internationalen Tendenzen, eng méi wéi theoretisch Diskussioun duerstellt, esou muss een dach soën, dass am Europa vun den 12 tëscht 1985 an 1991 9 Milliounen Aarbechtsplaze geschaaft goufen an dass durch d'Dynamik vun der europäischer Integratioun d'Wuesstumsrat 2,7% méi héich louch wéi et soss normal gewiescht wär.

1958, beim Start vun der Europäischer Wirtschaftsgemeinschaft, hun d'EG-State 35% vun hiren Exporter énnerteneen ofgewéckelt, haut sin et iwwer 60%.

Dese Virwurf dreift eis also zréck an déi al, ural Ausénanersetzung tëscht den Unhänger vu Keynes a Friedmann, oder anesches ausgedréckt, de Protagoniste vun der staatlecher Interventioun engersäits an den onflexible Monetaristen anersäits.

Béid Theorië sin durch déi planetär Wirtschaftsuordnung iwwerhol. Béid hun an den 80er Joren, déi eng a Frankräich, déi aner an den USA, Schéffbruch erlidden.

Haut gélt et festzustellen, dass eng Politik, déi doranner gipfelt, d'Konjunktur kënschtlech héichzedreiwen an d'est op d'Käschte vu monetärer Stabilität, politeschen Onsënn as an e Boomerang duerstellt, deen en fin de compte déijéineg trëfft, déi et gélt ze

verteidegen, nämlech déi sougenannte kleng Leit, déi Budgetsdefiziter a Laxismus mat erhéichte Steieren an Ofschnëtter am soziale Standard bezuelen.

Héich Inflatiou heescht och dem Mann vun der Strooss dat Geld, dat een him mat daer enger Hand gët, mat daer anerer érem ewechzehuelen.

Monetär Entscheidung si politescher, awer och technescher, woubäi d'Zentralbankäre jo net an engem Vase clos operéieren, mä am Doppelpass mat de politesche Mandatsträger am ECOFIN, dat heescht d'Finanz- a Wirtschaftsministeren.

De Virwurf Nummer 3 as dee vun der ongehemmter Bürokratisierung vun der Europäischer Gemeinschaft an dem ausgehielegte Subsidiaritätsprinzip. Et as d'Lieblingsthema vun alle Populisten an Demagogen.

16.500 Fonctionnaire schaffen am Moment zu Bréssel an de Servicer vun der Europäischer Gemeinschaft. Dat sin der esouvill wéi zu München bei der Stadtbehörde. Et sin der dräimol manner wéi zu Paräis an der Municipalitéit an et sin der bal esouvill wéi zu Lëtzebuerg.

De communautaire Budget stellt 1,2% vum gesamten europäeschen Inlandprodukt duer.

D'Direktiven an de Plafong vun den EG-Ressource gi vum Conseil verofschiet. Iwwregens as dee Plafong nach ni iwwerschratt gin.

Trotzdem kann een sech natiirlech fré fir wat dass d'Europäesch Gemeinschaft sech mat Direktive beschäftigt iwwer d'Sëtzer an den Tracteurs, d'Gréisst vun de Kondomen oder den Empfang vun den Äppel.

Subsidiarität heescht jo alles gemeinsam ze maachen, wat een eleng net méi léise kann.

Bleift d'Aufgab des Felder émmen genau ze definieren an iwwerdriwwenen Interventionismus ze verhënnern.

D'EG muss sech, iwwer des Virwërf eraus, besser Moyenë fir eenzel Politicke gin.

D'Sozialpolitik bleibt nach wie vor de „parent pauvre“ vun der EG.

D'EG as verdaamt e Skelett ze bleiwen, ouni den erkläerte Wëllen, dass gesteigert Wuesstumsraten de Mënschen zegutt kommen an eisen egene Bredegraden, awer och an engem gesteigerte Beitrag fir d'ënnerentwëckelt Länner.

Méi Wuesstum durch monetär Stabilität a vergréissert Wirtschaftsraum kann an daerf keng „fin en soi“ sin, mä e Mëttel, déi gewaltig Disparitéiten am Weltwirtschaftsraum ofzeschwächen durch méi niddreg Taux d'intérêts a Stabilisierung vun de Rohstoffpräisser.

Awer dem Maastrichter Traité d'Schold um Sozialdefizit ze gin heescht, sech et dach e bëssen einfach ze maachen.

Och an dene Felder, déi haut schon EG-Sozialpolitik zouloossen, geet et nëmmen am Schlekentempo weider.

Och eng Rei Regierungen - an d'Treffe vun de Finanzminister zu Porto virun e puer Wochen huet dat gewisen - déi sonndes hire soziale Mäntelche mat Krokodilstréinen iwwergéissen, handele méindes zu Bréssel restriktiv an denken éischer national wéi europäesch.

Et muss een de Portugiese scho kloermaachen, wou beim Respekt vum Subsidiaritätsprinzip den Interêt vun denen Zwielf läit, dass déi portugiesesch Fra dee selwechte Congé de maternité soll kréic wéi déi lëtzebuergesch Fra.

Awer d', „cohésion économique et sociale“, déi Maastricht ustriert, huet an dene leschte 5 Joer 70 Milliarden ECU vun dene rächen zu denen aarme Länner transferéiert, an dëst, fir d'Ecartën tëschent de Liewens- a Sozialniveauën ofzebauen.

Iwwer 50 Millioune Mënschen hu manner wéi 50% vum Revenu moyen, fir ze liewen; dat si 15,4% vun der Bevëlkerung.

Et as dofir erstaunlech, wéi schnell mir d'Ereignisser vu Los Angeles vergiessen a maachen, wéi wann et esou Abréich um ale Kontinent nët kënnit gin.

Den Asaz fir déi sozial Gestaltung vun Europa war aktuell an dréngend viru Maastricht. E bleift et och duerno, well et sou oder esou en dagdeeglechen nationalen, wéi och europäeschen Asaz bleift.

Ech halen et dofir mam Zitat vun der Resolutioun vun der CGT vu virun e puer Deg, déi seet: Jo zu Europa, sozial an demokratesch.

Dës Maxim gélt iwwregens och am Umweltberäich.

Ech gesinn nët an, firwat dass d'Tatsaach, dass Maastricht nët wäit genuch op deem Gebitt geet, automatesch eng Veruertelung vun deem Ganze mat sech zitt, besonnesch wou et wäit a breet keng aner kooperéierend Struktur ënner Natioune gët.

Déi Gring wëllen eng méi enk Kooperatioun an alliéiere sech an deem Débat mat denejéinegen, fir déi all federal Struktur e rout Duch duerstellt, an déi engem iwwerhuelenen Nationalismus d'Wuert rieden.

Sécher, d'Europäesch Gemeinschaft as à la traîne a puncto bindend Normen a contraignant Direktiven am Umweltberäich par rapport zu de skandinavesche Länner oder der Schwäiz, awer nët weinst Maastricht, wat nëmmen en Instrument duerstellt, dat vun der Dynamik vun den eenzelnen Natioune ofhänkt.

Et as sécherlech ze bedauern, dass d'Agence européenne de l'environnement säit 2 Joer blockéiert as, well mer eis an der Sëtzfro nët eens gin.

De blannen Äifer géint all Wuesstumslogik léisst dach ausser Uecht, dass ouni Wuesstum déi Milliarde Gelder zur Sanéierung vun den Umweltschied nët obruecht kënnen gin.

Zur Wirtschafts- a Währungsunioun wëll ech fir d'ëischt emol déi exzellente Aarbecht vum Co-rapporteur Fernand Rau souwuel am schrëftlechen Deel wéi am mëndlechen Deel ervirhiewen, grad esou wéi och déi vun der honorabler Kollegin Lydie Err.

Ech wëll nët nëmmen dem Co-rapporteur Charles Goerens séng Aarbecht ervirhiewen, mä ganz perséinlech soen, dass ech kënnit verstoen, ouni et erlieft ze hun, dass een an der Oppositioun sécherlech éischter den Hank zu enger gewëssener Obstruktioun oder den Hank zur destruktiver Oppositioun inherent zu der Oppositiounsroll duerstellt. Dofir wëll ech soen, dass ech fannen, dass et engem „homme de conviction“ gläichkënnit, wann ee sech esou verhält, wéi de Charles Goerens dat an dene leschte Woche gemaach huet. Ech wëllt him mäi Respekt vun dëser Plaz aus ausschwätzen.

Schon an der Dezember-Debatt hu mer d'Eckfeiler fir Lëtzebuerg am Rame vun der Wirtschafts- a Währungsunioun, am Rame vun deem qualitativen, irreversible Sprong beliicht.

Lëtzebuerg, dat iwwer keen Instrument zur Geld- a Kreditpolitik verfüügt, wärd mar fir d'ëischt am europäesche Wirtschaftsinstitut, an iwwermer an der Zentralbank Sëtz a Stëmm kréien. Mir kréien hei e Matsproocherecht, wou mer bis elo nëmme Spectateure waren.

Lëtzebuerg wärd dann iwwer eng vun de stäarkste Währunge vun der Welt, nieft Yen an Dollar, verfüegen.

Dat potentiellt Risiko an der Währungsgemeinschaft mat Belgien gët zu Gonschte vun engem méi stabilen a méi brede Währungsraum gemindert.

D'Konsequenze vun enger gemeinsamer Währung fir eis Finanzplaz leien op der Hand:

- Eleng bei de Bankiwwerweisungen - de Revenu an d'Commission de Change - wäerten EG-wäit bal 60 Milliarde Frang gespuert gi fir déi eng, engersäits, a verluergoë fir d'Banken, anersäits. Dës Verloschter wäerte kaum duerch nei Operatioune tëschent ECU an Dollar oder ECU a Yen kompenséiert gin.

- Derbäi kommen op der Negativsäit d'Ofschaffung vun den Euromarchéen a verschidden nei Instrumenter an der communautärer Geldpolitik.

- Eis Finanzplaz, an doriwwer si sech all hir Spriecher eens, wärd dann nach méi professionell optriede mussen an nei Créneauën, déi zum Beispill exzellent am Rapport vum Wirtschafts- a Sozialrot fixéiert gin, ausschöpfe mussen.

Eis Finanz- an Handelspolitik wärd sech orientéieren un de Resultater par rapport zu dene virgeschriwwene Konvergenzparametere, an nët no dem Wee, wéi se sollen erreicht gin.

Dat heescht weiderhin Disziplin, Ausbau vum Sozialmodell, opbauend op Verantwortung a Konsens, Ofso un all waghalseg Verschuldungspolitik an enk Kontroll vun eiser hausgemaachter Präisentwécklung.

Dat heescht awer och eng zilgerecht Investitiounspolitik, besonnesch an der Moderniséierung vun eisen Infrastrukturen - am Transportwiesen, an der Kommunikatioun, am Wunnéngsbau, an der Aus- a Weiterbildung, bei de sozialen Aariichtungen - an dëst zum Zweck vun der Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie.

Maastricht hëlt kengem Land de Choix vu séngen nationale Politiken, awer et zwéngt sécherlech derzou, d'Prioritéite méi enk ze definéieren, wat a sech kaum negativ ka sin.

Am Zesammenhank mat dem Sëtz vun der Zentralbank, an ouni de Wäert an d'Bedeutung vum Office des Marques ze ënnerschätzen, as de Virschlag vun der portugiesescher Présidence fir eis inakzeptabel.

E „package deal“, soll et e gudden „deal“ sin, kann nët via d'Achs Bonn-Paräis octroyéiert gin, bei totaler Méconnaissance vun den Acquisën, zum Beispill vum Traité de fusion vun 1965, dem Acte unique an och am Respekt vun denen eenzelne Jurisprudenzen.

Eis Regierung as dofir opgefuerdert, um Enn vum Joer zu Edinburgh d'Chancë vu Lëtzebuerg an der Fro vum Sëtz vun den Institutioune glaskloer ze verrieden, och wa mer nët blann sin a mengen, dass all Ergebnis hei Resultat vun zéie Verhandlung wärd sin.

Zur Wirtschafts- a Währungsunioun wëll ech nach dräi Virbehalter vu Säite vun eiser Fraktioun maachen:

1. Mar wärd d'Europäesch Gemeinschaft méi wéi bis elo Entscheedungen treffen, déi wäit iwwer dat Subalternt erausgin. Dëst kann nëmmen a perfekter Ofstëmmung mat de gewielten nationale Parlamentarier a sénge Gremien réusséieren.

Et wärd zum Beispill noutwendeg sin, d'Haltung vun den nationale Finanzkommissiounen zum Avant-projet vum Budget communautaire anzehuelen.

Dëst bedeit awer och en Appell un d'Flichte vun den nationale Parlamentarier - a wann ech bei der Debatt vun de Mueren esou duerch d'Sëtzer hei kucken, da mengen ech, dass deen Appell méi

wéi je noutwendeg as - fir sech verstärkt fir d'Entscheidungsmechanismen an d'Aarbechte vun der Europäescher Gemeinschaft ze interesséieren.

Nëmmen am Wiesselspill - oder soll ee soen, am Spannungsfeld - zwëschen den nationale Parlamenten an engem revaloriséierten Europaparlament, engersäits, an de Staats- a Ressortministere an der Kommissioun, anersäits, kann eng „dérive technocratique“ verhënnert gin.

Europa muss zur dagdeeglecher Reflexioun gehéieren. D'Fro as, ob mer eis dees am Moment bewosst sin.

2. D'Konvergenzkritäre sin nët mathematesch ze bëuertelen, mä evolutiv a politesch.

Dës Feststellung stellt d'Noutwendegkeet vu Kritären an eng contraignant Prozedur nët a Fro.

Awer téschent der Inflatiou vu Griechenland am Joer 1991 vun 18,3% an där vun Holland vun 3,2%, zwëschen der brutto öffentlecher Schold vu Belgien mat 120% vum BIP am Joer 1991 an de 6,9% Dette par rapport zum BIP hei zu Lëtzebuerg, läit eng Spannwaît, déi et gëtt progressiv ofzeschaffen.

Hei muss via Kohesiounsfong an aneren Transfere eng Aart Risikogemeinschaft spillen, déi den äärmere Staten erlabe soll, hir Haiser an Uerdnung ze bréngen an à partir vun engem Assainissement de Liwensstandard ze erhéijen an d'öffentlech Dénsgchter kompetitiv an effizient ze gestalten.

3. Déi Logik vun der Risikogemeinschaft muss och géintiwwer de Länner vun Osteuropa spillen, déi vill, wann nët alles, vun der Europäescher Gemeinschaft erwaarden.

Versucher, fir eng politesch Äntwert ze gin, iwwer d'Konfederatioun vum Här Mitterrand, dem Conseil de l'Europe, der KSZE, huet et an dene leschte Wochen a Méint mat wiesselndem Erfolleg gin.

Oft gët vun engem neie Marshall-Plang geschwat. Riede mer nët driwwer, handele mer! Iwwer 40 Milliarden Dollar Hëllef si vum Westen an den Oste säit der Öffnung gefloss, eleng dovunner 75% aus denen 12 Länner vun der Europäescher Gemeinschaft. Och dat misst een eisen amerikanesche Frënn emol eng Kéier soen, déi zwar gutt am Riede sin, awer scheinbar nët esou gutt am konkreten Handeln.

Mir mussen als Ersatz fir de Comecon eng fräi Kooperatioun vun eenzelne regionalen Zesummeschlëss förderen an an engem progressive Schema an duerch bilateral Accoren eng Unnäherung virundreiwen.

Hëllef zur Selbsthëllef as och hei de Motto, a wéi den Alexander Dubcek et genannt huet: „Mir brauchen nët de Fësch, mä mir brauchen d'Aangel.“

Zum Schluss nach e puer Wuert iwwer Lëtzebuerg an deem Prozess do.

„Le Monde“ huet virun e puer Deg en héije franséische Fonctionnaire zitéiert, dee viru Jore gemengt huet: „C'est quand même formidable, l'Europe. Ça permet au Luxembourg de parler de la guerre du Vietnam!“

Mir hun eis esou dru gewinnt, dass eise Mikrokosmos sech steril, formaljuristesche a verfassungsrechtlech, egal wéi wichteg se sin, Debätte leeschte kann.

Wéi esou oft, hat ech d'Gefill an dene leschte Wochen a Méint, dass Form a Prozedur virgeschobe gi sin, fir d'Problemer mam Fong ze cachéieren.

Déi selbsternannten Hüter vun der Verfassung kommen engem vir wéi d'Vefechter vun enger aler Uerdnung.

Och eis sakrosankt Verfassung as näischt Statesches, Onhistoresches, an där déi déifsten Emwälzungen onbëuecht verbäigin.

Déi juristesche Virbehalter sollen en Amalgam schaffen, deen Onsécherhete schaaft a Feier leën, fir d'partepolitesch Zich ze erhéizen.

Dësem Amalgam stelle mir eng politesch Volontéit entgéint.

De Gaston Thorn, fir hien nach eng Kéier ze zitéieren, schwätzt an deem genannte „Journal“-Interview a sénger Aschätzung iwwer den Traité vu Maastricht vun der „stupiden Belastung Ausländerwahlrecht“.

De Lucien Thiel, bekannt jo och, fir e gudde Liberalen ze sin, huet an engem Artikel am „Lëtzebuurger Land“ dat dote genannt: „Aufregung, die Veranlassung rechtslastiger Kreise, gegen die Umsetzung des Integrationsgedankens und die Praxis mobilzumachen, so als gelte es plötzlich, die Luxemburger Volksseele vor einem Schaden zu bewahren, den ihr mindestens 3 Generationen von Einwanderern erwiesenermassen nicht zufügten.“

Wéi huet dach den Direkter vum „Le Monde“ geschriwwen: „Refuser Maastricht serait privilégier le passé par rapport à l'avenir, le repli par rapport au grand large, le renoncement par rapport à la création.“

Genau esou gesi mir et!

Wéi déi russesch Popp gesi mir d'Natioun, agebett an Europa, ëmrummt duerch d'UNO. Woubäi d'Natioun, eis Traditionen, eist demokratesch Liwien, eis Hemecht bleiwen.

Haut a mar deet sech awer och en Trennstréch hei op der Lëtzebuurger politescher Szeen téschent de Profië vun dem permanenten Neen a vum Refus, vun denen, déi hei abalsamiert Rieden halen an dach näischt aneschtens wéi hiren Deputéiertesetz no 1994 am A hun, an op där aner Säit denen, déi trotz schwéier Zäit de l'avant wëlle goen a bei allen Imperfektionen den Défi, jo d'Visioun vun engem friddlechen, géicenten Europa gemeinsam wëlle goen.

Méng Hoffnung as a bleift, dass d'Lëtzebuurger Politik nach e puer Joer vun dësem Trennstréch gepräagt bleift.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den nächste Riedner as den honorablen Här Jean Huss.

M. Jean Huss (GAP).- Här Vize-President, dir Dammen an dir Hären. Et as haut méng Aufgab, fir am Numm vun de Gréng-Alternativen eis Stellung zu dene sougenannte Verträge vu Maastricht hei virzedroen.

Mir hun als Partei an Aarbechtsgruppen an op zwou Fachtagungen dës Maastrichter Vertrag genau analyséiert. A mir hate virun e puer Woche bekanntlech och schon eng Pressekonferenz, op där mir am Detail op déi eenzel Aspekter vun de Maastrichter Vertrag agaange sin, a wou mer eis Kriticken an eis insgesamt negativ Haltung zu dene Verträge der Öffentlechkeet matgedeelt hun.

Eis Haltung as absolut kloer: Am Ennerscheid zu nationalistesche Bewegungen iwwerall an Europa, déi aus nationalisteschen, rassisteschen oder populistesche Grënn géint d'Maastrichter Vertrag sin, si mir Gréng, zesumme mat eisen europäesche Frënn aus der Koordinatioun vun den europäesche gringe Parteie kloer fir Europa, fir europäesch Zesummenaarbecht op alle Gebitter, fir en ekologescht

Europa vun de Regiounen, fir en Europa vun der kultureller Autonomie a vun der sozialer Solidaritéit, souwuel am Interne vun Europa, wéi och am Verhältnis mat de Länner vum Tiers Monde.

Mä grad well mir fir esou en Europa antrieden, si mer kloer géint déi virleidend Verträge vu Maastricht, well mir der Meinung sin, dass déi Maastrichter Verträge, vun hirem inhaltleche Charakter hier, mä och duerch déi absolut ondemokratesch Aart a Weis, wéi se elo Hals iwwer Kapp duerchgebaatscht an duerchgepeitscht solle gin, a Wirklechkeet an denen nächste Jore wäerten derzou bäidroen, d'Iddi vun enger europäescher Zesummenaarbecht an der Bevölkerung total ze diskreditéieren an a 5 bis 10 Joer och riskéieren, zu sozialen Explosiounen a ville Regiounen vun Europa ze féieren.

Gläichzäiteg soë mer - a mir wäerten dat an dësem Kader kloer ënnermaeren - as dëst Europa vu Maastricht a vun europäesche Binnenmarché, dee vum 1. Januar 1993 u soll a Kraaft treden, en Europa, wat an alle wesentlechen Aspekter jhust en Europa as am Interêt vun de grouse multinationale Konzernner, vun de Banquierën

an der Finanzwelt, a gläichzäiteg en Europa, dat weiderhin - duerch déi absolut Prioritéit vum ongebremschte Wirtschaftswuesstum a weltwäite Konkurrenzkampf mat den USA a mat Japan - wäerd derzou bäidroen, déi ekologesch Equilibren nach méi drastesch ze zerstéieren.

Wann een déi wéineg a virun allem déi absolut aarmséileg Artikelen, Sätze a Formuléierungen zur ekologescher Problematik am virleidenten Traité, wéi och schon am Acte unique liest, a wann een aus der rezenter Praxis hier och weess a konnt konstatéieren, wéi ëmmer erëm schéi formuliert, offiziell ekologesch Zilsetzungen an der konkreter Praxis ënner d'Rieder, ënner d'Dampwalz vun der nationaler ekonomescher Wuesstums- a Profitinteressepolitik vun de Wirtschaftslobbyë gerode sin, dann as aus ekologescher Vue nët einfach nëmme Skepsis ubruecht vis-à-vis vun dëser europäescher Entwécklung, dann as carrément aktiven demokratesche Widderstand ugesot vis-à-vis vun enger ekonomescher Entwécklung, déi riskéiert, eise Kanner eng Welt ze hannerloossen, déi vun Ekologie a Liewensqualitéit hier nët méi liewenswäert riskéiert ze sin. (à suivre)

Projet de loi 3381 portant adaptation de la réglementation concernant les faillites et nouvelle définition des actes de commerce et créant l'infraction d'abus de biens sociaux.....

pages 3691-3694

Projet de loi 3614 autorisant le Gouvernement à faire construire une maison de soins à Bettembourg.....

page 3694

Projet de loi 3533A portant
a) transposition de la directive du Conseil (89/48/CEE) relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans;
b) création d'un service de coordination pour la reconnaissance de diplômes à des fins professionnelles

Projet de loi 3533B modifiant la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire.....

pages 3695-3696

Projet de loi 3523 portant modification des articles 671 et 672 du code civil et introduction d'un article 672-1 au même code.....

pages 3696-3716

Projet de loi 3480 portant approbation
- de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite, signée à Bruxelles, le 4 avril 1987
- de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relative à l'entraide judiciaire en matière de droit de garde et de droit de visite, signée à Bruxelles, le 4 avril 1987

pages 3716-3722
pages 3748-3749

Projet de loi 3581 portant approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 16 octobre 1990, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à La Haye le 8 mai 1968...

pages 3723-3724
pages 3749-3750

Projet de loi 3479 portant approbation

- des Protocoles additionnels aux Accords entre les Etats membres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et la C.E.C.A., d'une part, et les pays de l'Association européenne de libre échange (A.E.L.E.), d'autre part, à la suite de la mise en application du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises

- du Protocole complémentaire à l'Accord additionnel sur la validité pour la Principauté de Liechtenstein de l'Accord entre les Etats membres de la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier et la Confédération suisse, à la suite de la mise en application du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises

pages 3724-3726
page 3750

Interpellation de M. André Hoffmann sur la situation et les perspectives de la sidérurgie luxembourgeoise et la politique industrielle du Gouvernement.....

pages 3728-3748
pages 3751-3790

Projet de loi 3359 portant modification des articles 267bis, 277 et 300 du code civil.....

pages 3791-3814
page 3867

Projet de loi 3527 modifiant les articles 12, 13 et 18 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (Motion).....

pages 3814-3866

Projet de loi 3481 concernant
- la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement
- le droit d'agir en justice des associations de protection de la nature et de l'environnement....

pages 3867-3894

Projet de loi 3601 portant approbation du Traité sur l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Maastricht, le 7 février 1992.....

pages 3898-3984

Questions au Gouvernement.....
.....
.....

pages jaunes
au milieu
du compte rendu